

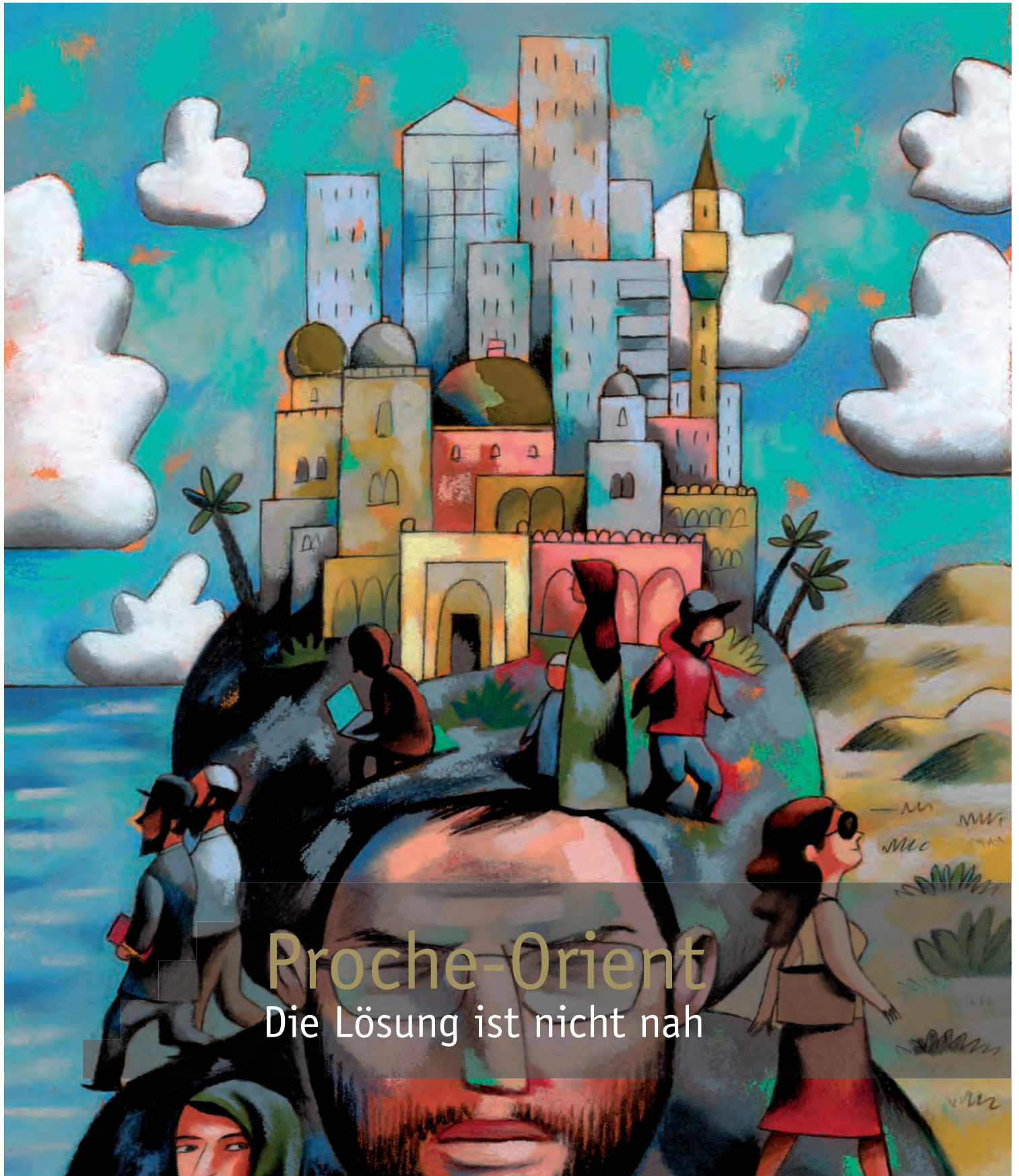


UNIVERSITAS
FRIBURGENSIS

universitas

JUIN 2009 | 04

LE MAGAZINE DE L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG, SUISSE | DAS MAGAZIN DER UNIVERSITÄT FREIBURG, SCHWEIZ



Proche-Orient
Die Lösung ist nicht nah

Mit der aktuellen Ausgabe von universitas haben wir uns an ein Thema gewagt, das uns gut und gerne die Finger verbrennen könnte. Bereits die Bezeichnung des in den vorliegenden Artikeln behandelten Gebietes scheidet die Geister – und stellte uns vor nicht zu unterschätzende Denksportaufgaben: Mit dem Begriff Naher Osten verbinden nämlich nicht alle dieselbe Region, oder anders gesagt, die von universitas thematisierte Region trägt nicht für alle den Namen Naher Osten. Im vollen Bewusstsein, dass keine Begriffswahl ausschliesslich korrekt ist entschieden wir uns, für die Titel im Französischen und Deutschen beim «Nahen Osten» zu bleiben, in Arabisch und Hebräisch hingegen den in diesen Sprachen gebräuchlicheren Ausdruck «Mittlerer Osten» zu verwenden. Die babylonische Verwirrung um die richtige Benennung dieser Region ist in gewissem Sinne bezeichnend für deren Probleme, gründend in der Unfähigkeit der Protagonisten, gemeinsame Nenner zu finden.

Deutlich wurde dies auch durch die Reaktionen auf die kürzliche Rede von Präsident Barack Obama in Kairo: Seine Worte ernteten ebensoviel Lob wie Kritik, wurden gleichzeitig als fortschrittlich gepriesen und als naiv verspottet. Der Entscheid, dem Nahen Osten ein universitas zu widmen mag ebenfalls naiv anmuten, ja gar etwas anmassend erscheinen angesichts der Komplexität und Brisanz dieses konfliktreichen Gebietes. Das Resultat zerstreut unsere anfänglichen Zweifel: Mutig, ehrlich, fachkundig und prägnant beschreiben und analysieren die Autorinnen und Autoren die schwierigen Situationen und Krisengebiete im Nahen Osten. Wir ergreifen die Gelegenheit und sprechen an dieser Stelle all jenen unseren Dank aus, die sich trotz grosser Arbeitslast immer wieder bereit erklären für universitas zu schreiben. Viel Spass beim Lesen und erholsame Semesterferien wünscht

die Redaktion

Sommaire - Inhalt

4	Im Fokus
	Dossier : Proche-Orient
8	Clés de lecture pour un Orient compliqué
11	Zündstoff Religion
14	Le mur et la prison de la honte
16	Jerusalem: geteiltes Leid ist doppeltes Leid
19	Porter sa croix... en Irak
22	Le choc des civilisations : une caricature
24	Mit Jahwe gegen den Rest der Welt
27	Premiers pas écolo en Syrie
28	Des islamistes pas si fanatiques
30	Le conteur des 1001 Nuits
32	La guerre de l'eau
34	Nachhaltige Begegnung mit den Christen Palästinas
36	Pour un avenir au-delà du confessionnalisme
38	Traue niemals einem Fremden
40	uni actuel
41	new, projet, portrait & lectures

Maîtres de notre destin

Après la votation en 2006 concernant les articles constitutionnels sur l'éducation, une nouvelle base légale, constituée par la Loi fédérale sur l'aide aux hautes écoles (LAHE), verra bientôt le jour. Quelles en seront les conséquences pour l'Université de Fribourg ? Le Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche, Mauro Dell'Ambrogio, et le recteur Guido Vergauwen font le point de la situation.

Interview Christine Carrard

im fokus

La LAHE en bref

Le pilotage commun des universités, des HES et des HEP appelle la création d'un nouveau dispositif légal non seulement au niveau fédéral, mais aussi au niveau des cantons et entre la Confédération et les cantons. La Confédération et les cantons passeront une convention de coopération par laquelle ils institueront les organes communs prévus par la LAHE et régleront la mise en oeuvre de leurs objectifs communs. Les cantons concluront pour leur part un concordat leur permettant de passer les accords en question avec la Confédération. Ce dispositif légal servira à réaliser les objectifs politiques définis conjointement par la Confédération et les cantons pour le domaine des hautes écoles, tels qu'ils sont inscrits dans la LAHE :

- la coordination entre les collectivités responsables des hautes écoles : la LAHE donne un rôle dirigeant à la Confédération, tout en fixant les conditions-cadre nécessaires pour permettre aux hautes écoles d'assumer leurs responsabilités en toute autonomie;
- la qualité de l'enseignement et de la recherche : la LAHE est la base de l'assurance de la qualité et de l'accréditation dans l'ensemble du domaine suisse des hautes écoles;
- la coopération et la constitution de pôles de compétences : la LAHE prévoit les mesures nécessaires pour une planification stratégique nationale et une répartition des tâches dans le domaine suisse des hautes écoles;
- l'utilisation des fonds par le biais d'une plus grande concurrence : la LAHE prévoit des critères uniformes et transparents pour l'octroi des contributions fédérales qui seront davantage axées sur les prestations et les résultats.

Universitas : Quels sont les enjeux de cette nouvelle loi qui provoque certaines inquiétudes ?

Mauro Dell'Ambrogio : La loi prévoit une structure de pilotage politique conjoint entre la Confédération et les cantons qui simplifiera la situation actuelle. Cette future conférence des hautes écoles se substituera à toute une série de structures. Après l'acceptation du message par le Parlement fédéral et les discussions qui s'ensuivront, elle verra le jour par étapes, et de nouveaux organes seront mis sur pied afin de préparer dans le détail les nouvelles règles de financement. Il s'agira par exemple de définir dans quelle mesure le financement par étudiant dans une HES sera identique à celui dans une filière universitaire analogue.

Quelles seront les conséquences pour une université telle que Fribourg ?

Pour l'université elle-même, cela changera peu de choses : cela concerne avant tout le niveau décisionnel politique national. La grande nouveauté, c'est que les universités et les HES, qui jusqu'à maintenant suivaient deux logiques administratives et politiques différentes, verront regrouper leur système de pilotage politique national. Mais en ce qui concerne le fonctionnement interne d'une université et le rapport avec son canton, aucun impact direct n'est prévisible.

La nouvelle loi fait craindre aux cantons une perte d'autonomie : la Confédération va-t-elle devenir toute puissante ?

Il y a évidemment une pluralité d'attentes et d'intérêts. Le nouveau système de pilo-

tage aura sans doute des implications que l'on ne connaît pas encore aujourd'hui. Toutefois, le respect de l'autonomie des cantons et des hautes écoles est un principe constitutionnel. Je ne crois pas que cette autonomie sera touchée de manière importante, sauf en ce qui concerne les domaines particulièrement onéreux où les possibilités de contraintes relatives aux subventions fédérales seront effectivement un peu plus importantes que jusqu'à maintenant.

Pour Fribourg, cela pourrait-il un jour signifier que la Confédération exige pour certains domaines la fusion avec d'autres institutions ?

La Confédération ne l'imposera pas, mais indirectement il est évident qu'avec un système de financement qui n'est pas basé sur les coûts, mais sur les performances, le financement fédéral peut influencer quelques regroupements, par exemple là où les coûts par tête d'étudiant dépassent largement la moyenne. Chaque université reste libre de choisir sa stratégie et de financer ses activités. Celles qui investiront mal l'argent qu'elles reçoivent seront victimes de leurs erreurs.

La nouvelle loi ne risque-t-elle pas de provoquer des susceptibilités entre les HES et les universités qui revendiquent un statut différent ?

Le pilotage politique sera certes commun, mais les universités et les HES continueront à fonctionner avec des profils bien différenciés. Elles pourront par exemple discuter ensemble de la compatibilité du système suisse avec les standards européens, mais la mise en pratique sera peut-être très différente selon les filières. Dans certains

domaines, il serait utile de mieux dialoguer. Le fait que la médecine soit enseignée dans les universités alors que les professions de soins sont groupées dans les HES exigerait que, parfois, l'on se parle !

Dans le système de Bologne, les hautes écoles doivent apprendre à coopérer et rester en même temps compétitives : comment rendre compatibles ces deux stratégies pour se profiler au niveau international ?

Pour être compétitives, les hautes écoles doivent elles-mêmes découvrir leur potentiel de complémentarité avec d'autres institutions. Avec de bonnes alliances et de bonnes coopérations, on se renforce soi-même. Dans cette perspective, il faudra notamment se demander si certaines infrastructures très coûteuses devraient plutôt être réalisées au niveau international (comme le CERN il y a 50 ans), concentrées à l'échelon national ou laissées à l'initiative locale. La Confédération et les cantons auront la responsabilité de prendre ce genre de décisions dans un cadre politique rendu plus transparent par la nouvelle loi. En ce qui concerne les activités d'enseignement et de recherche, le processus part de la base : ce sont les universités qui accueillent les occasions de collaboration.

Occasions de collaboration, est-ce que cela signifie que les universités devront apprendre à se vendre sous des labels communs en mettant en retrait leur identité première ?

Pas nécessairement, il y a différentes formules : avec des titres conjoints, par exemple, les labels peuvent être cumulés. Une université doit se profiler, atteindre l'excel-



Pour Mauro Dell'Ambrogio, une université doit clairement choisir ses priorités.

lence dans quelques domaines afin de ne plus craindre les coopérations en position subordonnée. Il s'agit de trouver un équilibre entre le maintien seul de structures compétitives dans la recherche et un éventail cohérent d'offres dans l'enseignement. Une université doit mener une stratégie qui soit l'expression de ses priorités, au risque de ne pas satisfaire tout le monde à l'interne.

La crise économique actuelle influence-t-elle votre politique ?

L'important pour l'enseignement et la recherche, c'est la stabilité. Il ne faut pas se leurrer avec des feux de paille. A quoi ser-

Le Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche

Rattaché au Département fédéral de l'Intérieur, le Secrétariat à l'éducation et à la recherche (SER) prépare les décisions qui permettent de mener une politique dans les domaines de la recherche, de la science et des hautes écoles et se charge de la mettre en oeuvre. Il est par ailleurs l'autorité fédérale compétente pour les questions d'intérêt national et international concernant l'éducation en général, la formation universitaire, la recherche scientifique et la recherche appliquée, ainsi que les affaires spatiales. Le SER compte 100 collaborateurs et dispose d'un budget annuel de 1,7 milliards de francs.

Curriculum vitae

Né en 1953, le Tessinois Mauro Dell'Ambrogio fait des études de droit à l'Université de Zurich, couronnées par un doctorat, avant d'obtenir les brevets d'avocat et de notaire. Nommé juge au Tribunal de district de Bellinzona à l'âge de 25 ans, il devient commandant de la police cantonale tessinoise cinq ans plus tard. Il accède ensuite au poste de secrétaire général du Département de l'instruction publique du canton du Tessin où il s'occupe principalement de préparer les bases légales pour la création de la future université et de sa mise en place opérationnelle. Engagé politiquement, il est également actif dans l'économie privée, avant de devenir directeur de la Haute école spécialisée de la Suisse italienne (SUPSI), puis Secrétaire d'Etat à la recherche et à l'éducation à partir du 1^{er} janvier 2008.

virait un programme de stabilisation qui nous permettrait de dépenser aussitôt 100 millions de francs pour la recherche, si dans six ou dix-huit mois les caisses fédérales vides exigent de restituer à nouveau ces 100 millions ? (...) Il est fondamental d'être le moins possible sujet aux changements conjoncturels.

Comment Mauro Dell'Ambrogio voit-il l'avenir de l'Université de Fribourg ?

J'ai visité Fribourg quelques fois, je garde l'image d'une université fière de sa tradi-

tion et de sa particularité. L'Université de la Suisse italienne, d'où je tire mon expérience, présente des conditions-cadre assez semblables : nous avons eu le courage de nous lancer il y a 15 ans et de construire une université à partir de rien. A Fribourg, vous avez déjà un patrimoine, un capital de crédibilité, de valeurs et de qualité, je ne me fais donc pas de souci. Je ne donne pas de conseil, je peux seulement dire qu'il ne faut pas attendre que ce soit Berne qui vous sauve ou qui vous tue, vous êtes les maîtres de votre destin ! ■

im fokus

«Weiterhin den Menschen ins Zentrum stellen»

Was steht bei der Einführung des Bundesgesetzes über die Förderung der Hochschulen und die Koordination im schweizerischen Hochschulbereich (HFKG) für unsere Universität auf dem Spiel? Was ändert sich, was bleibt sich gleich? Es ist sinnvoll, sich die vier wichtigsten Ziele dieses Reformvorhabens einzeln anzuschauen, um zu sehen, welche Auswirkungen für die Universität Freiburg bevorstehen:

1. Gemeinsame Steuerung und Koordination des gesamten Hochschulbereiches zwischen Bund und Kantonen:

Die Verteilung der Verantwortlichkeiten im HFKG weitet die für die Universitäten bereits seit 2001 funktionierende Aufgabendelegation zwischen den gemeinsamen Organen der Trägerschaft (Schweizerische Universitätskonferenz) und den Universitäten (CRUS) auf den gesamten Hochschulraum aus. Aus Sicht der Universitäten, auch von Freiburg, ist es positiv, dass dieses Modell zentralistischeren Varianten vorgezogen wurde. Bestehende Spannungsfelder werden uns aber erhalten bleiben: Wie wird die Autonomie der Universitäten gelebt, wie viel Gestaltungsraum bleibt ihnen? Und wie gehen die Mitglieder der gemeinsamen Gremien damit um, dass sie einerseits kooperativ Probleme lösen und sich gleichzeitig als Konkurrenten im Wettbewerb betrachten sollen?

2. Regelung der Grundsätze der Qualitätssicherung:

Wie das im letzten Jahr durchgeführte Quality Audit gezeigt hat, ist die Universität Freiburg in Sachen Sicherung und Entwicklung der Qualität auf der Höhe der Zeit. Es ist positiv, dass das neue Gesetz den Schutz der Bezeichnung «Universität» und die Berechtigung für Bundesbeiträge an die Einhaltung strenger Qualitätsstandards knüpft, ohne eine bürokratische Akkreditierung jedes einzelnen Studienganges zu fordern.

3. Sicherstellung des Fachhochschulprofils:

Mit ihren unterschiedlichen Hochschultypen hat die Schweiz einen wichtigen Trumpf, den sie nicht aus der Hand geben sollte. Leider wird im HFKG auf eine klare Definition dieser Typen verzichtet.

Zweifellos darf die Fachhochschule als höchste Stufe der Berufsbildung nicht zur «Universität zweiter Klasse» abgewertet werden – gleichzeitig gilt es aber auch das Profil der Universität zu bewahren, namentlich die untrennbare Verbindung von akademischer Lehre und Forschung, die ihr eigen ist.

4. Einheitliche Regelungen für die Hochschulfinanzierung:

Das *pièce de résistance* der Reform dürfte – wie könnte es anders sein – bei den Finanzen liegen. Hier steht für die Universität Freiburg besonders viel auf dem Spiel, ist doch der Anteil der Kantone und des Bundes an unserem Budget deutlich höher als bei den anderen kantonalen Universitäten, da wir traditionell auch besonders viele ausserkantonale und ausländische Studierende ausbilden. Zudem ist die Zweisprachigkeit ein schweizweit einmaliges Profil und eine Leistung, die nicht kostenlos ist. Andererseits sind die Zeiten längst vorbei, als der Kanton Freiburg sich eine Universität eigentlich gar nicht leisten konnte. Er gehört mittlerweile zu den finanzstarken Kantonen und profitiert sehr von der Präsenz der Universität. Wenn er seine privilegierte Rolle als Trägerkanton unter dem neuen HFKG selbstbewusst spielt und in seine Universität investiert, dann brauchen wir nicht zu befürchten, dass die noch leistungsorientierter ausgestaltete Bundesfinanzierung uns zum Nachteil gereicht. Ob die komplexen, auf Referenzkosten beruhenden Finanzmechanismen wirklich die richtigen Anreize für die Entwicklung der Hochschulen setzen werden, steht auf einem anderen Blatt.

Das HFKG setzt einen per Volksabstimmung erteilten Verfassungsauftrag um und als öffentliche Universität müssen wir die Rahmenbedingungen akzeptieren, die uns gesetzt werden. Unsere Verantwortung als Mitglieder der Universität Freiburg ist es, auch unter geänderten Bedingungen unseren hohen Qualitätsansprüchen gerecht zu werden, unsere internationale Perspektive nicht aus den Augen zu verlieren und weiterhin den Menschen ins Zentrum aller unserer Bestrebungen zu stellen.

Guido Vergauwen, Rektor



الشرق الأوسط Naher Osten המזרח התיכון

Proche-Orient : des sociétés figées ?

A la différence d'autres régions du monde, le Proche-Orient, concept vague et indéterminé, est surmédiatisé. Cependant, le trop plein d'informations peut aussi aboutir à une pénurie de sens. Violence et islamisme deviennent alors les maîtres mots pour tenter d'expliquer des constellations et des réalités souvent bien plus complexes.

Jordi Tejel Gorgas

dossier

Naher Osten: Stillstand oder Wandel?

Das durch die Medien gezeichnete und in einschlägiger Literatur behandelte Bild des Nahen Ostens beschränkt sich – verstärkt noch seit 9/11 – häufig auf zwei Hauptaspekte: Gewalt und religiöser Fundamentalismus. Daraus entsteht zwangsläufig der Eindruck einer konservativen und blockierten Gesellschaft. Es ist jedoch unabdingbar, die Geschichte dieser Konflikte aufzurollen und die politischen Prozesse und Entwicklungen zu studieren, die zu dieser Welle der Gewalt geführt haben. So handelt es sich beispielsweise beim Konflikt zwischen Schiiten und Sunniten im Irak um eine äußerst komplexe Thematik und nicht um eine «blosse» Unterdrückung einer Minderheit. Was den Prozess der Islamisierung angeht, so gilt es die enormen Unterschiede im Islam nicht zu vergessen. Ein Prozess überdies, der von einigen Regimes unterstützt wurde, um dadurch gewisse Bewegungen zu instrumentalisieren. Doch trotz Konflikten und autoritären Regimes entwickeln sich die Gesellschaften des Nahen Ostens und sind in der Lage, immer wieder Freiräume zu schaffen und Brücken zu schlagen.

Rares sont les jours où les médias ne nous informent pas d'un attentat en Irak ou des avatars sinueux du conflit israélo-palestinien. Mais que savons-nous du Proche-Orient ? Quelle est l'image de cette région véhiculée par les médias et par une certaine littérature en progression depuis les attentats contre les tours jumelles à New York en 2001 ? Sans prétendre établir une analyse exhaustive des informations reçues, on peut affirmer que le Proche-Orient apparaît dans les médias occidentaux comme étant défini par deux traits «distinctifs» : la violence et le fondamentalisme religieux.

Cette vision viendrait affirmer une différence «culturelle» entre les sociétés proche-orientales, restées «bloquées», et les sociétés occidentales ayant avancé après la Seconde guerre mondiale vers la paix, la laïcité et la démocratie. Curieusement, ce discours qui a fait fortune dans divers milieux reprend de vieilles idées formulées par l'orientalisme européen, qui par la suite avaient servi à justifier la politique impérialiste des puissances occidentales au Proche-Orient durant la première moitié du XX^e siècle. L'objectif n'est pas ici de nier les importants défis que ces sociétés doivent affronter dans les années à venir, mais d'offrir quelques clés de lecture d'un «Orient compliqué», selon l'expression du général De Gaulle.

Comprendre les racines de la violence

L'histoire contemporaine du Proche-Orient semble scandée par une succession d'événements violents (quatre guerres israélo-arabes, guerre civile libanaise, prise d'otages, révolution iranienne...), rythmée par des cycles de violence. Sous cet angle-là, la tentation est grande d'expliquer la violence au Proche-Orient en termes culturalistes. Or, certains auteurs, comme Hamit Bozarslan,

nous mettent en garde. La «culture», catégorie par ailleurs constamment en évolution, ne peut contribuer à expliquer la violence qu'à condition d'être elle-même considérée comme élément d'un système d'interprétation complexe et dynamique. Nombre de mots associés à la violence au Proche-Orient, tels que «révolution», relèvent par ailleurs d'une culture politique «universelle». En outre, les références culturelles et religieuses anciennes comme le «djihad», loin de déclencher par elles-mêmes la violence, deviennent des ressources légitimatrices a posteriori. Il est dès lors nécessaire d'historiciser les conflits, leurs transformations ainsi que d'étudier les processus politiques et sociaux qui ont conduit à une situation de violence.

Ainsi, par exemple, on a expliqué la violence actuelle entre chiïtes et sunnites en Irak à partir d'un cadre d'analyse assez simple. Les chiïtes irakiens, majoritaires d'un point de vue démographique, auraient été dominés depuis des siècles par une minorité sunnite au pouvoir. L'effondrement en 2003 du régime de Saddam Hussein, lui-même sunnite, aurait déclenché la vengeance des chiïtes et la réaction des sunnites en défense de leurs privilèges. Si cette analyse se base sur des fondements réels, notamment l'identification du pouvoir ottoman avec le sunnisme, elle reste problématique. Tout d'abord, elle sous-entend une homogénéité qui fait défaut aux divers groupes impliqués dans le conflit actuel. Puis, à partir de la fin des années 1920, divers secteurs du groupe chiïte (commerçants et grands propriétaires fonciers) se sont intégrés aux élites irakiennes.

Une multitude d'éléments à considérer

En ce qui concerne le «pouvoir sunnite», s'il est vrai que les divers régimes irakiens ont été monopolisés par des «sunnites», il faut souli-

Historien et sociologue, Jordi Tejel Gorgas est chargé de cours à la Chaire d'histoire contemporaine. jtejel@vtxnet.ch



gner que les élites de la monarchie hachémite (1921-1958), de la République de Kassem (1958-1961) ou encore du pouvoir baathiste (1968-2003) n'avaient pas les mêmes origines sociales, voire géographiques. Enfin, la thèse du soi-disant «conflit héréditaire» entre sunnites et chiïtes oublie que la dominance démographique chiïte dans ce pays est due surtout à la conversion massive de tribus sunnites au chiïsme à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Comment peut-on expliquer que des milliers de sunnites se soient convertis au chiïsme si les relations entre les deux «communautés» étaient si difficiles ? Pour comprendre la violence entre sunnites et chiïtes, il est nécessaire de prendre en compte divers facteurs dont les évolutions économiques ou la destruction par les pouvoirs successifs des espaces transversaux où se côtoyaient des éléments des différentes «communautés». De même, la violence politique au Liban a été largement interprétée comme une lutte

entre chrétiens et musulmans pour le pouvoir. Cette analyse laisse cependant de côté d'autres éléments pour comprendre les sursauts survenus dans ce pays : les violences au sein de chaque «communauté» pour le monopole de la représentativité, les enjeux propres à chaque crise et les facteurs internationaux. A ce sujet, l'historien et sociologue libanais Ahmad Beydoun nous rappelle que la guerre du Liban fut une guerre civile à cent pour cent et une guerre internationale à cent pour cent aussi. Pour une compréhension du conflit libanais, il faut donc combiner les deux dimensions.

L'islam comme obstacle ?

La consolidation de l'islamisme politique au Proche-Orient à partir des années 1980 a contribué à percevoir la religion musulmane à la fois comme force motrice et comme obstacle au progrès. L'historien Reinhard Schulze conteste cependant cette vision en affirmant une «synchronisation» entre les ►

sociétés occidentales et orientales et donc l'évolution du Proche-Orient dans un «temps universel», du moins jusqu'à la Seconde guerre mondiale. Ainsi, l'aspiration à se doter d'un Etat en tant que forme d'organisation sociale et politique moderne était partagée au début du XX^e siècle par les élites orientales occidentalises, voire par des islamistes.

En outre, on peut constater qu'à partir des années 1930, le mouvement religieux perd de son importance dans l'espace politique proche-oriental. Les mobilisations politiques et sociales qui y émergent tendent à une certaine transversalité. Le Parti communiste irakien, par exemple, est un espace de collaboration entre militants chrétiens, juifs et musulmans. Le panarabisme attire dans ses rangs aussi bien des musulmans que des chrétiens dont Michel Aflak, l'un des fondateurs du parti Baath en Syrie.

Il ne faut pas non plus perdre de vue la grande diversité de l'islam ou des islam. Certes, l'invasion américaine de l'Irak en 2003 a conduit à une certaine «redécouverte» de la diversité du monde musulman et notamment d'un «croissant chiite» dans la région. Toutefois, l'image d'un «croissant chiite» uniforme cache à son tour la diversité du monde chiite et des enjeux politiques au sein de chaque pays, de l'Iran au Liban en passant par l'Irak, la Syrie et les pays du Golfe.

De plus, l'islamisation des sociétés proche-orientales n'a pas été un processus «naturel». Dans certains cas, des régimes «révolutionnaires» (Egypte, Irak, Syrie, voire l'Autorité Palestinienne sous Yasser Arafat) ont encouragé l'islamisation de la vie publique afin d'instrumentaliser et d'endiguer des dynamiques (salafisme sunnite, millénarisme

chiite) qui se forgeaient par le bas. En Turquie, l'islamisation du pays a été encouragée dans les années 1980 par des élites militaires souhaitant parer aux «menaces» contre la nation : le communisme et le nationalisme kurde. Enfin, certaines formes d'expression de l'islamisme politique, comme la violence autosacrificielle prônée par al-Qaïda, sont modernes et ne trouvent aucunement de légitimité dans les références religieuses anciennes.

Espoirs de déblocage...

Un Proche-Orient marqué par une culture violente et un islam conservateur, dira-t-on, ne peut pas voir naître des régimes démocratiques. L'argument semble logique, mais il ne l'est pas : d'une part, les explications culturalistes de la violence ne sont pas pertinentes; d'autre part, les causes du triomphe et de la longévité des régimes autoritaires au Proche-Orient sont complexes. Il suffirait notamment de rappeler le contexte brutal dans lequel les nouveaux Etats de la région sont nés des décombres de l'Empire ottoman et d'autres facteurs décisifs telles les structures sociales et les stratégies politiques (souvent liberticides) des régimes afin de s'assurer leur durabilité.

Il faut cependant relever qu'en dépit des nombreux conflits du XX^e siècle et de la prégnance des régimes autoritaires au Proche-Orient, ses sociétés – comme l'exposent plusieurs articles dans ce dossier – ont montré jusqu'à aujourd'hui une capacité inouïe à leur survivre, à construire des espaces dissidents et des ponts entre ses différentes composantes. ■

Krisen, Konflikte und Kriege

Wer auf die Karte der gewaltsamen Konflikte der Gegenwart schaut, wird mit einiger Fantasie einen Halbmond auf der Weltkarte entdecken, der von Indonesien über Pakistan, Iran und Irak bis nach Israel führt. In diesem Raum verdichten sich die grossen politischen und kulturellen Konflikte unserer Zeit. Konflikte verschiedenen Ursprungs und verschiedenen Ausmasses ohne gemeinsamen Nenner. Oder doch?

dossier

Siegfried Weichlein

Un renforcement mutuel des conflits

Sur la carte du monde, la grande majorité des conflits violents se concentre actuellement sur la région qui mène de l'Indonésie à Israël, en passant par le Pakistan, l'Iran et l'Irak. Ces foyers de crise sont souvent les conséquences de la décolonisation et de la création d'Etats selon le modèle occidental qui a suivi. Ainsi la misère de millions de Palestiniens qui vivent jusqu'à aujourd'hui dans des camps de réfugiés. Mais c'est aussi le conflit israélo-palestinien qui démontre un changement de dynamique depuis une vingtaine d'années, initié en 1982 au Liban avec le premier échec israélien. La religion en tant que moteur a depuis gagné toujours plus en importance, amoindrissant les chances de compromis. Au Proche-Orient, il n'y a pas de conflits-clé, au contraire les crises se renforcent mutuellement : elles sont devenues encore plus complexes avec la deuxième Guerre du Golfe menée par l'administration Bush. Un fait étonnant dans cette constellation : les classes sociales défavorisées ne protestent pas pour remettre en question le système capitaliste occidental.

Zahlreiche Konfliktsituationen im Mittleren Osten tragen Spuren der Entkolonialisierung und der anschliessenden Probleme innerer Staatsbildungen in den nach 1945 unabhängig gewordenen Staaten. Diese Konflikte gründen in der Bildung eines politischen Zentrums in den neuen Nationalstaaten und deren territorialen Konsolidierungen, nachdem die Kolonialmächte oft willkürliche Grenzen gezogen hatten. Die Eliten folgten der westlichen Vorstellung des «nation-building», die auf dem Vierklang von wirtschaftlichem Wachstum, handlungsfähigem politischem Zentrum, nationaler Souveränität und demokratischer Partizipation beruhte.

Diese Gleichung ging aber weder für die Tamilen in Sri Lanka, noch für die Bewohner der Molukken in Indonesien, die Sikhs in Indien, die Kurden in der Türkei, im Irak und im Iran und andere Minderheiten auf. Auch der israelisch-palästinensische Konflikt trägt Züge dieses Staatsgründungskonfliktes mit seiner territorialen Dimension und den Fragen von Mehrheit und Minderheit. Die jüngste revisionistische Richtung der historischen Forschung in Israel betont, dass die jüdischen Untergrundkämpfer der Palmach und der Irgun in der lebensbedrohenden äusseren Lage von 1948 Palästinenser aus ihren Dörfern vertrieben haben. Daraus entstand das millionenfache Elend der Palästinenser. Sie leben in vielen Ländern, bis heute oftmals in Flüchtlingslagern, und bilden ein nie versiegendes Reservoir antiisraelischer Militanz.

Vom Regen in die Traufe

Am israelisch-palästinensischen Konflikt wird jedoch auch der Wandel der Konfliktdynamik deutlich, der sich in den letzten zwanzig Jahren abzeichnete. Waren die Kriege von 1948, 1956, 1967 und 1973 noch in einem weiteren Sinne

israelische Staatsgründungskriege in einer feindlich gesinnten Umwelt, so änderte sich die Konfliktstruktur mit dem ersten von Israel verlorenen Krieg, dem Libanon-Krieg von 1982. Neben der säkularen palästinensischen PLO gewann die schiitische Hisbollah immer mehr an Bedeutung. Der Eintritt der schiitischen Vormacht Iran 1979 in diesen Konflikt wertete die religiöse Komponente deutlich auf. Der Iran unterstützte massiv die Hisbollah, aber auch die rasch wachsende Hamas, die wiederum der PLO den Rang als stärkste antiisraelische Opposition abließ. Mit dem Bedeutungsgewinn von Religion sanken die politischen Kompromisschancen. Auf israelischer Seite wirkten eine erstarkende religiöse Rechte mit ihren Siedlungsbauten in den West Banks und die zunehmende Entfernung vom Holocaust als der Staatsgründungsraison in die gleiche Richtung. Auch aus demographischen Gründen ist die Logik der territorialen Staatsgründungskriege zurückgetreten, weil der Einschluss der palästinensischen Bevölkerung ihnen mittel- oder langfristig die Mehrheit geben würde.

Konfliktquelle Religion

Im gesamten Mittleren Osten – im Englischen löste er seit 1900 den Begriff «Naher Osten» ab – fällt die religiöse Aufladung der Konflikte auf, was ihn vom anderen Ende des islamischen Halbmondes unterscheidet. Während im islamischen Malaysia der «legal pluralism» zwischen verschiedenen Rechtsordnungen und religiösen Gruppen Realität ist, ist dies im Mittleren Osten so nicht vorstellbar. Hier dominiert die Vorstellung der Deckungsgleichheit von religiöser und staatlicher Ordnung wie im schiitischen Iran oder im sunnitischen Saudi-Arabien. In Israel ist es der Zwist zwischen Islam und Judentum. Vor allem im ►

Siegfried Weichlein ist assoziierter Professor am Departement für Zeitgeschichte, Religionswissenschaft und Sozialanthropologie. siegfried.weichlein@unifr.ch

Raum zwischen Afghanistan und dem Irak und dem Libanon ist es der islamisch-konfessionelle Konflikt zwischen Schiiten und Sunniten. Saudi-Arabien und der Iran ringen in der Religionspolitik erbittert um die Hegemonie. Die Vernetzung des Iran im Irak und im Libanon lässt für die saudischen, in der Tendenz pro-westlichen Eliten der Region das Schreckensbild eines «schiitischen Halbmondes» vom Iran bis in den Libanon entstehen. Die Konfliktstrukturen änderten sich somit nachhaltig, ohne dass dies den Beteiligten immer bewusst war. So hielt die Abteilung der CIA, die in Virginia 1979 die Religionsmärkte des Mittleren Ostens beobachtete, ein Phänomen wie die schiitische iranische Revolution auch dann noch nicht für möglich, als sie kurz bevorstand. Es widersprach zu sehr dem funktionalistischen Religionsverständnis, in dem westliche Eliten religiöse Konflikte wahrnahmen. Auch der Aufstieg der Hamas zur religiös-sozialen Massenbewegung kam vor diesem Hintergrund unerwartet und blieb lange unverstanden.

Patchwork mit westlicher Unterstützung

Es gibt im Mittleren Osten nicht einen einzigen Schlüssel- oder Kernkonflikt. Vielmehr überlagern und verstärken sich der israelisch-palästinensische und der Hegemonialkonflikt am Golf wechselseitig. In Israel stehen sich inzwischen religiöse Absolutheitsansprüche auf rechtsnational-jüdischer und islamischer Seite gegenüber. Der Golfkonflikt in und um den Irak trägt eher Züge eines konfessionellen Bürgerkrieges zwischen Sunniten und Schiiten. Hier geht es um die Hegemonie zwischen dem streng sunnitischen Saudi-Arabien und dem ebenso strenggläubigen schiitischen Iran.

Der zweite Irakkrieg der Bush-Administration verkomplizierte die Lage weiter: Einerseits bot er den radikalen Kämpfern im Islam eine

Ausweitung der Gefechtszone gegen die einzig verbliebene Supermacht. Der gemeinsame Feind, der durch den israelisch-palästinensischen Friedensschluss von Oslo zwischen 1993 und 1995 verloren zu gehen drohte, war wieder gefunden. Andererseits aktualisierte der Irakkrieg bis in die Kolonialzeit zurückreichende Bedrohungsängste durch den Westen. Im Ergebnis fanden mehrere Gegner der USA zusammen und verhinderten einen siegreichen Rückzug der Amerikaner aus dem Irak.

Entwicklungshilfe im Visier

Etwas tritt freilich zurück, was man als Leitmotiv der zahlreichen Konflikte hätte erwarten sollen: der soziale Protest der Unterschichten gegen den reichen Westen. Keine der Konfliktparteien will den Kapitalismus abschaffen. Der Protest richtet sich nicht gegen zu wenig, sondern eher gegen zu viel westliche Entwicklungshilfe. Einheimische Eliten denunzieren sie als westlichen kapitalistischen Imperialismus. Ihr Ziel ist die kulturelle und religiöse, nicht die wirtschaftlich-soziale Transformation. Die Frankfurter Allgemeine Zeitung formulierte am 31.1.2005 treffend: «Auch der saudische Immobilienprinz mit dem langen Bart will nicht dem Profit, sondern den Ungläubigen ans Leder.» ■



Quand les droits de l'homme sont bafoués

En édifiant un mur long de 730 kilomètres, trois fois plus haut et deux fois plus large que celui de Berlin, Israël fait fi des droits de l'homme, notamment en divisant les familles palestiniennes, en détruisant une partie conséquente de leur économie et en empêchant le libre accès aux soins. En Irak, la prison d'Abou Ghraïb a également remis gravement en question le droit international.

Sarra Magri

dossier

Wenn die Menschenrechte mit Füßen getreten werden

Die Konflikte im Nahen Osten stellen eine ständige Gefahr für die Menschenrechte dar. So beispielsweise in Israel mit dem Bau der so genannten Sicherheitsmauer, die kontinuierlich die Bewegungsfreiheit der Palästinenser einschränkt, ihre Volkswirtschaft schwächt und sie daran hindert, einen Alltag zu leben, zur Schule zu gehen, sich medizinisch versorgen zu lassen oder auch einfach nur Einkäufe zu machen. Im Irak haben die amerikanischen Truppen und ihre Alliierten mehrere grobe Verletzungen der Menschen- und der Freiheitsrechte begangen. Das Gefängnis Abu Ghraïb ist ohne Zweifel das schockierendste und skandalöseste Beispiel dieser Menschenrechtsverletzungen. Was den Insassen in dieser Haftanstalt zugefügt wird, respektiert in keinem Fall die internationalen Normen zur Umsetzung von Freiheitsentzügen. Und doch wurden bisher nur wenige Militärs wegen der Übergriffe in Abu Ghraïb strafrechtlich belangt. Zu einer Entschädigung der misshandelten Gefangenen ist es bis zum heutigen Tag nicht gekommen.

Plus d'un demi siècle après l'adoption de la Charte des Nations Unies et de son appel à instaurer une paix durable, l'humanité peine à sortir du cercle vicieux des conflits armés. La région du Proche-Orient illustre bien ce constat : insurrections, troubles et tensions internes, conflits armés internes, occupation de courte et de longue durée, guerre, etc. Tel est le vécu des populations résidant dans cette partie du monde. Deux événements en particulier ont attisé les querelles déjà existantes entre les différents intervenants. Il s'agit d'une part de la construction d'un mur ou d'une barrière de séparation sur le territoire palestinien occupé, et d'autre part des conditions de détention des prisonniers d'Abou Ghraïb en Irak. Ces deux «incidents» mettent l'accent sur la nécessité de renforcer la mise en œuvre du système de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Un mur érigé en toute illégalité

L'occupation par Israël des territoires palestiniens a franchi le cap des quatre décennies et les souffrances des victimes civiles ne cessent de s'accroître, surtout avec le blocus de Gaza et la construction du mur de séparation. En septembre 2004, et en dépit de l'opposition d'une grande partie de la Communauté internationale, notamment de la Cour internationale de justice, Israël a commencé à construire ce qu'il appelle «la barrière de sécurité» sur la route principale reliant Jérusalem à la Cisjordanie. Invitée par l'Assemblée générale des Nations Unies à donner son avis sur les conséquences juridiques de l'édification de ce mur, la Cour internationale de justice a estimé que ce mur est illégal dans la mesure où il viole, entre autres, la liberté de circulation ou de mouvement de la population sous occupation.

Cette dernière constitue l'un des droits fondamentaux de la personne humaine, garanti par les art. 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

La résistance comme dernier recours

Que signifie concrètement la restriction de la liberté de circulation ? Il ressort des documents de l'ONU, des organes internationaux de protection des droits de l'homme, ainsi que des rapports des ONG, que l'accès aux biens et aux services quotidiens – soins médicaux, éducation, denrées alimentaires, énergie, eau, etc. est limité. En outre, la construction du mur a eu pour conséquence d'empêcher l'accès à l'aide humanitaire et a provoqué et provoque encore une situation insurmontable. La déficience du système international de mise en œuvre aussi bien des règles du droit international humanitaire – régissant les situations de conflits armés et d'occupation – que de celles des droits de l'homme amplifie l'impact de tels abus sur les victimes civiles et affaiblit leur confiance à l'égard de la justice internationale. D'où leur recours à une sorte de résistance ou de justice privée.

Le scandale d'Abou Ghraïb

Dans le cadre du conflit armé dont est victime le peuple irakien depuis mars 2003 avec l'invasion et l'occupation du territoire irakien par les forces armées américaines et leurs alliés, plusieurs violations flagrantes des droits et libertés fondamentales de la personne humaine ont été perpétrées. La plus médiatisée et la plus scandaleuse fut celle de la torture et du traitement inhumain, cruel et dégradant infligés aux détenus d'Abou Ghraïb. Des photos montrant des prisonniers dans des situations abominables ont fait la une des médias et soulevé l'indignation de

Sarra Magri est assistante diplômée au Département de droit pénal.
sarra.magri@unifr.ch

toute la Communauté internationale. Ces révélations ont également enflammé le débat sur le problème des méthodes et politiques d'interrogatoire contraires aux normes internationales en matière de privation de liberté. La plupart de ces normes sont applicables «erga omnes», en d'autres termes sont imposables à tous les États et doivent être respectées en toute circonstance. Ainsi, aussi bien l'art. 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme que l'art. 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques interdisent la détention arbitraire. Le Pacte dispose encore que toute personne privée de sa liberté doit, dans les plus brefs délais, être traduite devant un tribunal indépendant et impartial, lequel doit respecter le principe de célérité dans la prise de décision. En outre, toute personne privée de liberté doit jouir des garanties judiciaires qui lui sont reconnues par son droit national mais aussi par le droit international.

A quand la réparation des préjudices ?

Tous les instruments internationaux de protection des droits de l'homme s'accordent à interdire toute forme de traitement inhumain, cruel ou dégradant ainsi que tout acte de torture lors de la détention ou de l'interrogatoire. Ces principes ont également été rappelés par les organes veillant au respect des droits de l'homme, tels que le Comité international des droits de l'homme et les juridictions nationales et régionales compétentes. C'est également dans ce sens que l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté plusieurs textes en matière de détention, dont «les principes fondamentaux relatifs au traitement des détenus» qui prévoient que «tous les détenus sont traités avec le respect dû à la dignité et à la valeur inhérentes à l'être humain».

La violation de ces règles entraîne non seulement la responsabilité des agents et des acteurs directs des agissements, mais également de l'État pour le compte duquel ils opèrent. Ce dernier a, entre autres, une obligation légale de réparer le préjudice subi par les victimes. Dans le cadre des abus commis sur les prisonniers d'Abou Ghraïb, seuls certains militaires – ceux figurant sur les photos incriminées – ont fait l'objet de poursuites pénales. En outre, aucune mesure de réparation n'a été prise à l'égard des victimes.

L'exemple de la prison d'Abou Ghraïb n'est selon certains auteurs que la partie apparente de l'iceberg. D'autres exactions sont fréquemment commises sur les personnes privées de liberté, aussi bien dans les prisons officielles que secrètes de certains États. ■



Wem gehört(e) Jerusalem?

Die Frage, wem Jerusalem gehört, kann angesichts der aktuellen Situation nicht, oder nur auf sehr diplomatische Weise beantwortet werden: Palästinenser und Israelis haben Jerusalem als ihre Hauptstadt proklamiert. Gehören tut die Stadt aber weder den einen, noch den anderen, wie der Blick zurück in die Geschichte zeigt.

Max Küchler

dossier

Problème sacré, sacré problème...

A qui appartient Jérusalem ? Pour tenter de répondre à cette délicate question, un retour dans l'histoire s'impose. Depuis sa fondation par les Cananéens, différents peuples se sont succédé pour dominer la «ville de Dieu». Après les Cananéens, les Israélites ont violemment pris le pouvoir avant de se voir détrônés par les Perses, les Grecs, eux-mêmes chassés par les Romains, les Byzantins et finalement les Musulmans. Tour à tour, chacun d'entre eux a voulu justifier et légitimer son droit sur Jérusalem, en invoquant les traditions, l'importance religieuse, la priorité dans le temps ou encore la durée de règne. Ce dernier argument vaut pour les Musulmans, les Israélites se basant pour leur part sur le motif de la priorité chronologique. Ces exigences multiples rendent évident le fait que Jérusalem ne peut appartenir qu'à un parti. Seule la reconnaissance mutuelle d'une politique du partage mènera vers la paix. Les prophètes bibliques parlaient déjà de la vision d'une «ville divine ouverte à tous», une vision qui aujourd'hui s'est transformée en une utopie réelle, laissant espérer un avenir de cohabitation.

Max Küchler ist ordentlicher Professor am Departement für Biblische Studien.
max.kuechler@unifr.ch

Der Grund für die anhaltend kontradiktorische Situation in Jerusalem ist unschwer zu erkennen: Sowohl die Israelis wie auch die Palästinenser beanspruchen das Recht der Geschichte und die Anerkennung der eigenen, im Laufe der Geschichte entwickelten Traditionen. Die Israelis setzen ihren Anspruch in der politischen Realität durch, indem sie durch repressive Massnahmen die palästinensische Bevölkerung in engen geo- und demographischen Schranken halten, trotz internationaler Proteste ohne Unterbruch festungsartige Siedlungen rund um die ganze Stadt errichten und durch eine intensive archäologische Tätigkeit ihr historisches Recht auf Jerusalem erarbeiten. Die Palästinenser hingegen haben nach der ersten Intifada, am 15. Nov. 1988, al-Quds al-Scharif zur Hauptstadt Palästinas erklärt, können jedoch in ihrer politischen, ökonomischen und militärischen Ohnmacht nichts verwirklichen, was diesen Anspruch vor Ort festmachen würde.

Zurückblicken um weiterzukommen

Die Frage «Wem gehört Jerusalem?» muss aufgrund der komplexen Verhältnisse aufs Engste mit der Frage «Wem gehörte Jerusalem?» verbunden werden. Ein Blick in die Vergangenheit der Stadt ist unerlässlich. Auch wenn daraus keine verbindliche Antwort auf die hochkomplexe Frage resultiert, kann der Einbezug der Geschichte helfen, die Frage besser zu stellen, ideologische Positionen zu hinterfragen, die gegnerischen Ethnien in einen Dialog einzuweisen und damit letztlich historische Katastrophen zu vermeiden.

Die Geschichte Jerusalems ist eine komplexe Abfolge von Herrschaften (siehe Textbox Seite 18), die Jerusalem als ihren Besitz betrachteten. Studiert man die Umstände dieser Abfolgen, wie also neue Besitzansprüche in

Tat und Ideologie realisiert wurden, so entdeckt man ein ganzes Spektrum von Möglichkeiten, Besitzer zu werden, zu bleiben und dazu die entsprechenden theologischen, mythologischen oder ideologischen Recht-



fertigungen, die ich Insidertraditionen nenne, zu entwickeln.

Von Besetzern und Besitzern

Die Kanaanäer sind die Begründer der Stadt Uruschalimum, d.h. «Gründung des Schalim», des kanaanäischen Gottes der Morgenröte und somit die ersten Besitzer ihres selbst monumental befestigten Wohnbereichs. Dieser oft verdrängte Sachverhalt fordert geradezu heraus, die prinzipielle Frage nach dem Recht der Gründer auf den Besitz einer Stadt zu stellen. Man kann ja durchaus der Ansicht sein, die Gründer einer Stadt seien deren wahrhafte Besitzer, solange kein rechtmässiger Übergang (durch dynastische Abfolge, Schenkung oder Verkauf) vollzogen wird. Da die Kanaanäer nicht mehr existieren, ist ihr Besitzanspruch erloschen. Alle anderen herrschenden Gruppen haben Jerusalem besetzt und dabei mehr oder weniger stark Gewalt angewendet. Sie sind als Besetzer Besitzer geworden.

Als Erste kamen die Israeliten, die nach 2Sam 5,6-9 und 1Chron 11,4-9 zweifelfrei sehr gewalt-

tätig antraten und dann mit der davidischen Dynastie 410 Jahre lang die Stadt beherrschten und zu ihrer für die westliche Kultur einzigartigen Bedeutung brachten. In der jüdischen Dynastie der Makkabäer/Hasmonäer, die sich militärisch durchsetzen konnte und 130 Jahre über Jerusalem herrschte, fand die davidische Dynastie eine Wiederaufnahme unter den ganz neuen kulturgeschichtlichen Bedingungen der hellenistischen Zeit. Zu allen anderen Zeiten bis ins 20. Jahrhundert waren die Perser, die Griechen, die Römer, die Byzantiner und die Moslems die Herren Jerusalems.

Die Perser und die Griechen gaben die ererbte Stadt den Juden sozusagen zu Lehen und verlangten nur die Anerkennung ihrer Hoheitsrechte und die Ablieferung der Steuern. Die Römer haben sich in den Jahren 70 und 135 n. Chr. mit dem Schwert durchgesetzt und nach der Zerstörung Jerusalems, des Tempels und des nationalen Gefüges die neue pagane Stadt Aelia Capitolina gegründet und eine Politik der Ausmerzung der jüdischen Bevölkerung Jerusalems betrieben. Die christlichen



Byzantiner haben von den Römern die Grundhaltung übernommen, den Juden jegliches Recht auf Jerusalem abzuspochen, haben aber der Stadt ein neues christliches Gesicht verliehen und sie zum Zentrum christlichen Wallfahrens zu den Stätten des Todes und der Auferweckung Jesu umgestaltet. Der seit dem Jahre 70 n. Chr. zerstört belassene, riesige Tempelplatz bezeugte für Römer und Byzantiner mehr als ein halbes Jahrtausend lang die definitive Auslöschung der israelitisch-jüdischen Stadt und den Sieg der neuen römischen, dann christlichen Macht und Religion.

Über ein Jahrtausend lang haben danach die Moslems Jerusalem beherrscht. Die Übernahme war relativ gewaltlos. Auch konnte wegen der moslemischen Achtung der Buchreligionen das christliche Leben weitergehen und die Juden erhielten zum ersten Mal ein eigenes kleines Quartier innerhalb der Stadtmauern. Für die Moslems wurde Jerusalem, nun al-Quds genannt, mit der Aqsa-Moschee und dem Felsendom zum dritt wichtigsten Wallfahrtsort, verbunden mit der Himmelsreise Mohammeds.

Die Kraft der Insidertraditionen

Aus dem geschichtlichen Überblick ergibt sich, dass es sehr verschiedene Formen der Besitzergreifung gab: Gründung einer neuen Stadt (Kanaanäer, Römer), unterschiedlich gewalttätige Eroberung (Israeliten, Römer, Sassaniden, Moslems, Kreuzfahrer, Israelis), Verwirklichung eines zugesprochenen Lehens (Juden in persischer, hellenistischer und früh-römischer Zeit), Übernahme und Ererbung (Achämeniden, Byzantiner). Dabei sprachen sich die Besetzer selbstverständlich stets das Recht des Besitzes zu und vertieften dieses anschließend mit ihren eigenen Insidertraditionen. Damit

begründeten sie ihren Besitzanspruch in unterschiedlichen Mixturen der folgenden Elemente: zeitliche Priorität, Länge des Besitzes, Integration in die eigene Kultur, theologische Begründung als geschichtliche Gabe Gottes sowie weltgeschichtliche Bedeutsamkeit.

Wir westlichen Menschen kennen vor allem die Insidertradition der israelitisch-jüdischen Tradition, die uns in der Bibel entgegentritt und die im Hintergrund des religiösen jüdischen Anspruchs auf Jerusalem steht. Die christliche Tradition, für welche das «irdische Jerusalem» nur mehr einen sehr relativen Wert als Gedächtnisstätte hat, erhebt keinen eigentlichen Besitzanspruch auf die Stadt. Die Moslems hingegen, im Bewusstsein, die vorausgehenden jüdischen und christlichen Traditionen zu umgreifen und mit dem Blick auf fast 1'200 Jahre Herrschaft über al-Quds sind heute die den radikalen jüdischen Traditionsträgern ebenbürtigen Beansprucher der Stadt. Sowohl Israelis wie Moslems stehen in einer sehr langen Besitzgeschichte und beide haben religiöse Traditionen mit hohem Besitzanspruch auf die von ihnen einst besetzte Stadt. Die Länge des Besitzes lässt sich rechnen und anerkennen: Sie spricht zu Gunsten der Moslems. Den Israeliten und in etwa auch den Juden ist die chronologische Priorität zuzusprechen. Von beiden, Juden und Moslems, beansprucht werden kann schliesslich die Umgestaltung in die eigene Kultur und die weltgeschichtliche Ausstrahlung, wenn auch für unterschiedliche Kulturbereiche.

Die Vision wird zur Realutopie

Lassen sich diese Dinge miteinander verrechnen, so dass sich für die einen oder anderen ein historischer Anspruch auf alleinigen Besitz ergibt, der allen einsichtig ist? Sicher nicht. Aber aus der Einsicht in die Aporien der Geschichte und basierend auf einem modernen Geschichtsverständnis, das aus Besetzern nicht Besitzer macht, wird eine Einsicht deutlich: Überlebenschancen im Sinne einer friedlichen Zukunftsgestaltung gibt es für Jerusalem nur durch gegenseitige Anerkennung geschichtlicher und ideologischer Eigentraditionen, durch eine tolerante Haltung des Teilens, ja Partizipierens an der anderen Tradition. Wie utopisch dies zurzeit auch klingt, diese Vision steht im Hintergrund der völkerrechtlichen Forderungen einer gemeinsamen Stadt. Eine Vision, die im übrigen die biblischen Propheten und Apokalyptiker auch schon gehabt haben, wenn sie vom zukünftigen Jerusalem als offener Stadt oder als Stadt Gottes für alle Völker sprachen. Diese Utopie einfach als Phantasie wegzutun, hiesse einmal mehr, eine Zielvorstellung, ein Lockbild zu vernichten, das alle Menschen guten Willens einige Schritte in die richtige Richtung tun lässt. ■

Epochen Jerusalems

vor 2000 v.	Vorurbane Zeit	
2000-1000 v.	Kanaanäische Zeit	ca. 1'000 Jahre
997-587 v.	Davidische Dynastie	410 Jahre
587-538 v.	Intermezzo: Babylonisches Exil	49 Jahre
538-333 v.	Persische Dynastie der Achämeniden	205 Jahre
333-167 v.	Hellenistische Herrscher	166 Jahre
167-37 v.	Jüdische Dynastie der Makkabäer/Hasmonäer	130 Jahre
37 v.-324 n.	Römische Herrschaft	361 Jahre
324-614 n.	Byzantinisch-Christliche Zeit	290 Jahre
614-628 n.	Persische Dynastie der Sassaniden	14 Jahre
628-638 n.	Intermezzo: Byzantinische Wiedereroberung	10 Jahre
638-1917 n.	Islamische Zeit	1'191 Jahre
1099-1187	Intermezzo: Königreich der Kreuzfahrer	88 Jahre
1917-1948	Britische Mandatszeit	31 Jahre
1948-1967	Jordanische ⇔ Israelische Zeit	19 Jahre
seit 1967	Israelische Zeit	bis jetzt: 42 Jahre

v. = vor Christus; n. = nach Christus

Quel avenir pour les chrétiens d'Irak ?

Entre déportations, exils, cohabitations fructueuses et heures de gloire, les chrétiens d'Orient semblent avoir vécu depuis toujours une histoire mouvementée. Actuellement, la situation se révèle plutôt préoccupante, en particulier en Irak, où la minorité chrétienne est véritablement persécutée et contrainte à la fuite : depuis le début de la guerre en 2003, son nombre a déjà diminué de moitié.

Patrizia Conforti

dossier

Ungewisse Zukunft für die Christen im Irak

Die Geschichte der christlichen Kirche im Orient war immer schon bewegt und nicht einfach. Im 5. Jahrhundert trennte sie sich vom Rest des Christentums. Sie erreichte unter den Kalifen ihren intellektuellen Höhepunkt. Es folgten das Massaker durch die Mongolen, die Abspaltung der Nestorianischen Kirche und in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts noch das Martyrium, um nur einige Kapitel anzusprechen. Heute sind die Christen im Orient einmal mehr bedroht. Der Krieg im Irak im Jahr 2003 hat ihre Situation besonders dramatisch verschärft: Sie werden bedroht, entführt, umgebracht und oft bleibt ihnen kein anderer Ausweg als die Flucht ins Exil. So ist die Anzahl Christen im Irak in nur kurzer Zeit von 800'000 auf weniger als 400'000 gesunken. Zu deren Unterstützung hat die Theologische Fakultät der Universität Freiburg eine offizielle Zusammenarbeit mit dem Babel College in Bagdad/Ankawa ins Leben gerufen, der einzigen Fakultät, an der katholische Theologie und Religionswissenschaften gelehrt werden.

L'Irak, ou Mésopotamie, est l'un des berceaux majeurs de la civilisation et la terre biblique par excellence. D'Ur en Chaldée, au sud de l'actuelle Bagdad, provient Abraham. Après la naissance de Jésus, des astrologues et notables babyloniens, des «mages venus d'Orient» (Mt 2, 1-2), se rendirent à Bethléem pour lui rendre hommage. Des «habitants de Mésopotamie» furent témoins de la Pentecôte (Ac 2, 9). La tradition attribue l'évangélisation de la Mésopotamie à saint Thomas l'Apôtre et à ses disciples Addaï et Mari. Les spécialistes pensent qu'en réalité l'introduction du christianisme remonte seulement au début du II^e siècle et qu'elle a été l'œuvre de missionnaires judéo-chrétiens venus de Palestine. Les premiers convertis appartenaient probablement à l'importante population juive présente en Mésopotamie depuis la déportation de Babylone sous Nabuchodonosor. Par la suite, la diffusion du christianisme s'effectue aussi depuis Antioche à travers le grand centre chrétien oriental d'Edesse. La nouvelle Eglise s'installe au II^e siècle (jusqu'à la fin du VIII^e siècle) dans la ville royale de Séleucie-Ctésiphon (sur les rives du Tigre, au sud de l'actuelle Bagdad). De nombreux chrétiens de Syrie sont déportés en Perse par Chapour I^{er} après sa victoire sur l'empereur Valérien en 260.

De l'apogée intellectuel au martyre

L'historien Raymond Le Coz divise l'histoire de cette Eglise d'Orient en cinq épisodes. Le premier se déroule en Perse sous la dynastie sassanide. Après les persécutions de Chapour II au IV^e siècle, la communauté chrétienne se réorganise et obtient son autonomie religieuse sous l'autorité du patriarche de Séleucie-Ctésiphon. En raison des que-

relles christologiques qui secouent le monde chrétien au siècle suivant (refus du concile d'Ephèse de 431), l'Eglise de Perse, désormais nestorienne, rompt avec le reste de la chrétienté mais commence à rayonner jusqu'aux confins du monde oriental.

La deuxième phase est celle qui voit l'arrivée de l'islam. Le règne des califes abbasides coïncide avec l'apogée intellectuel de l'Eglise d'Orient. Les chrétiens nestoriens participent activement à la vie culturelle de Bagdad. Les provinces et les évêchés nestoriens se multiplient à travers toute l'Asie, jusque chez les Mongols.

La troisième période, qui dure environ un siècle, commence avec le sac de Bagdad par les Mongols. Ces derniers sont d'abord plus favorables aux chrétiens qu'aux musulmans – on nomme même un patriarche mongol – mais ils finissent par se rallier à la religion de la majorité. Les hordes de Tamerlan déciment la population nestorienne qui se réfugie pour deux siècles dans la région du Kurdistan.

La quatrième époque est celle sous domination ottomane, du XVI^e siècle jusqu'au début du XX^e siècle. Sous l'impulsion de missionnaires latins, l'Eglise nestorienne se divise entre une communauté soumise à Rome, les Chaldéens, et une autre fidèle à la tradition antique, les Assyriens.

Les Assyro-Chaldéens connaissent le martyre dans la dernière période de leur histoire : en 1915, ils sont victimes des Kurdes et des Turcs, en 1933 de la monarchie irakienne et en 1945 des Iraniens.

Persécutions et nouvel exil

Tout dernièrement, la guerre du Golfe (1990-1991) ainsi que la guerre d'Irak (2003) ont durement touché tous les citoyens ira- ▶

Patrizia Conforti est assistante-docteure au Département de patristique et d'histoire de l'Eglise ainsi qu'au Département de théologie pratique.
patrizia.conforti@unifr.ch

kiens. La condition des chrétiens, et de manière générale des minorités ethniques et religieuses, est devenue particulièrement dramatique depuis 2003. Le gouvernement en place depuis la chute de Saddam Hussein n'a pu empêcher l'aggravation de la violence interethnique et interreligieuse. Menaces, enlèvements et assassinats, aussi bien d'ecclésiastiques que de civils, se sont multipliés. Des milliers de familles chrétiennes ont été contraintes à l'exode (vers le Kurdistan, la Jordanie, la Syrie ou le Liban). Cette persécution est surtout le fait de groupes islamistes radicalisés, alors que les représentants modérés des différentes confessions chrétiennes et musulmanes ne cessent de promouvoir la collaboration, l'apaisement des conflits et le respect des droits humains.

Dans un pays encore déstabilisé, il n'est pas aisé de donner des statistiques. Lors d'une intervention à Radio Vatican en janvier dernier, l'archevêque de l'Eglise chaldéenne à Kirkouk, Mgr Louis Sako, a affirmé que le nombre de chrétiens s'est réduit de moitié depuis 2003. Ils étaient 800'000 avant la guerre, selon ses estimations. Les chrétiens redoutent aujourd'hui un retrait précipité des Américains de l'Irak, considérant que les occupants doivent laisser aux Irakiens un pays en paix et en sécurité et qu'une œuvre d'éducation à la démocratie s'avère nécessaire. L'avenir des chrétiens en Irak, et au Proche-Orient en général, reste pour l'instant incertain. ■

Quand l'Alma mater collabore avec le Babel College

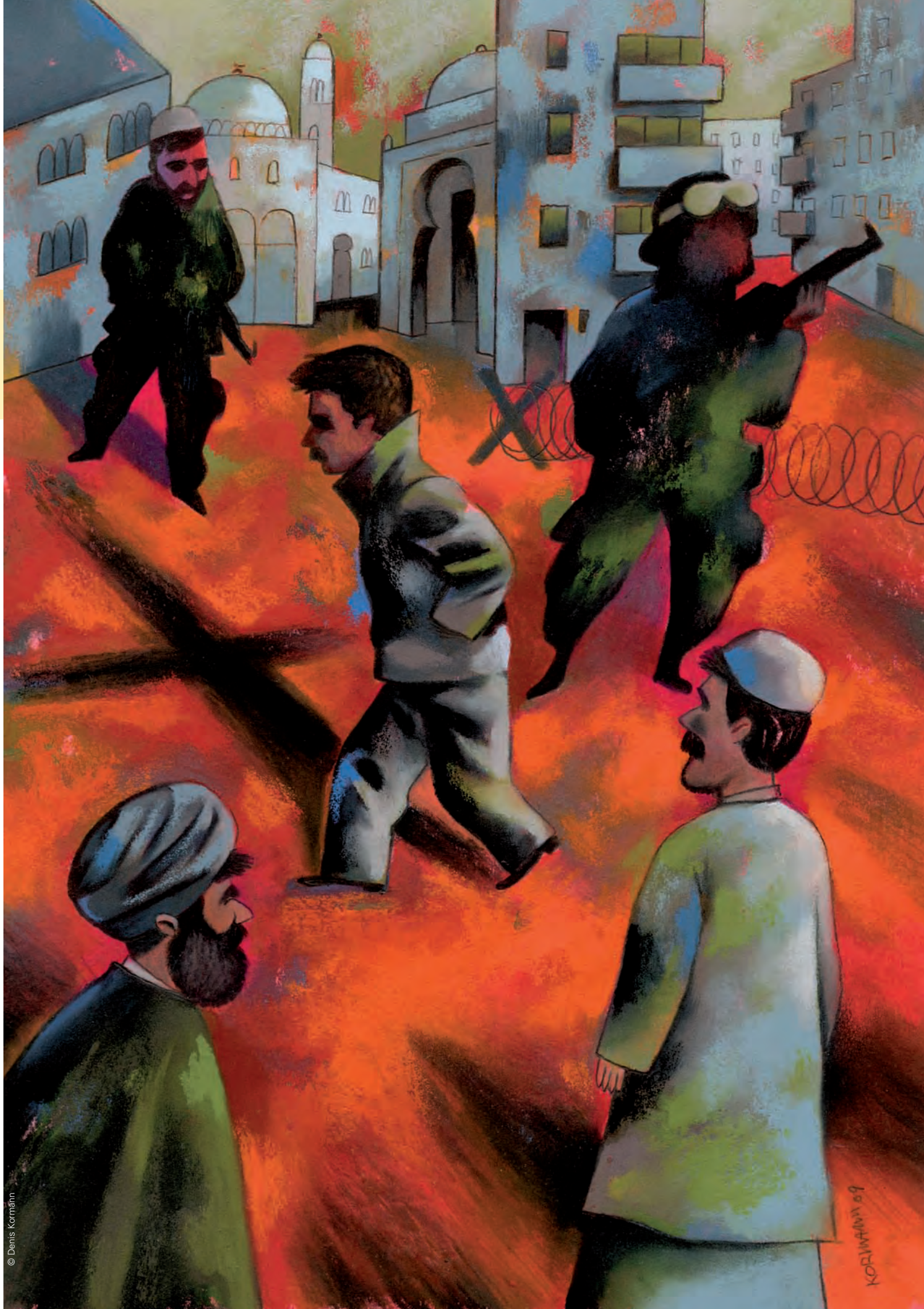
La Faculté de théologie de l'Université de Fribourg a entrepris ces dernières années plusieurs actions en faveur du peuple irakien, en particulier de ses minorités ethniques et religieuses. Le 10 août 2007, une lettre a été adressée au Saint-Siège par le recteur de l'Université, le Prof. Guido Vergauwen, et par le doyen de l'époque, le Prof. Max Küchler. Le 30 août 2007, une autre lettre a été adressée à la cheffe du Département fédéral des Affaires étrangères et présidente de la Confédération, Micheline Calmy-Rey, par un comité de représentants de l'Université et de l'Association suisse Basmat al-Qarib (Sourire du prochain : <http://www.basmat-alqarib.org>), qui promeut la coopération entre la Suisse et l'Irak. Ce comité a été reçu à Berne le 3 septembre 2007. Les 9 et 10 mai 2008, plusieurs rencontres et une conférence large public sur le thème «Les chrétiens d'Irak : communauté oubliée ?» ont été organisées à l'Université avec Mgr Louis Sako, archevêque chaldéen de Kirkouk, et Mgr Jacques Isaac, recteur du «Babel College», seule faculté catholique de théologie et de sciences religieuses en Irak. Implanté à Dora, quartier sud-oriental de Bagdad, le Babel

College a été déplacé en 2006 à Arbil-Ankawa (Kurdistan irakien), suite à la réquisition de ses bâtiments par l'armée américaine. Le 21 novembre 2008, cette occupation a pris fin, mais Mgr Isaac a demandé à l'armée américaine de réparer les parties endommagées des locaux.

Le 4 novembre 2008, le conseil de la Faculté de théologie de Fribourg a formellement constitué le groupe de travail «Collaboration Fribourg – Babel College», en vue d'une convention. Les institutions fribourgeoise et irakienne ont en commun plusieurs domaines de recherche, de sorte que des projets communs (colloques, publications, échanges de professeurs et d'étudiants, etc.) peuvent être envisagés. Une délégation du groupe fribourgeois est prête à se rendre dès que possible à Ankawa afin d'apporter son soutien visible à l'institution irakienne. Des caisses de livres seront aussi du voyage ...

La Faculté de théologie veut ainsi réagir au cri de détresse des chrétiens irakiens et promouvoir au niveau culturel la présence chrétienne pluriséculaire en Irak.

pc



Le choc des civilisations vu par des étudiants palestiniens

Comment le choc des civilisations est-il perçu dans le monde arabe ? C'est la question posée à des étudiant-e-s palestinien-ne-s à l'Université de Bethléem. La thèse de Samuel Huntington leur apparaît simpliste et dangereuse : avant d'être culturels ou religieux, les conflits du Proche-Orient sont d'abord politiques et économiques.

dossier

Benoît Challand

«Kampf der Kulturen» aus palästinensischer Sicht

In seinem Bestseller «Kampf der Kulturen», der besonders nach dem 11. September 2001 zum Kassenschlager wurde, erklärt der 2008 verstorbene US-amerikanische Politikwissenschaftler und Autor Samuel Huntington, dass die Konflikte der Zeit nach dem Kalten Krieg hauptsächlich auf kulturelle und religiöse Differenzen zurückzuführen seien, welche sieben oder acht der grossen Zivilisationen der Welt gespalten haben sollen, darunter die Zivilisation des Abendlandes und jene des Islams. Im Rahmen eines Masterstudiengangs in Internationaler Kooperation analysierten palästinensische Studierende der Universität Bethlehem in Palästina anhand von Zeitungsartikeln und Karikaturen die Frage des «Clash of Civilizations». Die Schlussfolgerung der Studierenden ist deutlich und betitelt Huntingtons Vision als eine gefährliche Krankheit. So würden die Konflikte im Nahen Osten nicht in erster Linie in kulturellen oder religiösen Unterschieden, sondern in politischen und wirtschaftlichen Machtspielen gründen.

L'éminent politologue américain Samuel Huntington, auteur du best-seller «Le Choc des civilisations», s'est éteint l'hiver dernier. Cet expert en sciences politiques a joué un rôle important dans l'interface entre études académiques et monde politique aux Etats-Unis durant la Guerre Froide. Un autre de ses ouvrages, intitulé «Political Order in Changing Societies» (1968) était d'ailleurs devenu une sorte de manuel du parfait dictateur dans la lutte acharnée contre le communisme, quitte à justifier un soutien à des régimes autoritaires où les juntes militaires pouvaient être amenées à jouer un rôle prépondérant tout en empêchant l'arrivée au pouvoir de gouvernements trop à gauche au goût des USA (il suffit de voir ce qu'il s'est ensuite passé au Chili en 1973). C'était donc un idéologue de premier rang et ce n'est certainement pas par hasard que ce livre a été republié en 2006, avec une nouvelle préface d'un autre idéologue de pointe, à savoir Francis Fukuyama, auteur du non moins célèbre «La Fin de l'Histoire», publié en 1992. Mais Huntington est plus connu du grand

public pour son article sulfureux sur l'idée d'un choc entre civilisations (1993), transformé en livre en 1996 et vendu en masse après le 11 septembre.

Une lecture manichéenne du monde

La thèse de Huntington, faut-il le rappeler tellement le titre est évocateur, est que les conflits de l'après Guerre Froide seraient basés sur les lignes de clivage culturelles et/ou religieuses séparant sept ou huit grandes civilisations mondiales. Ainsi la civilisation «occidentale» (sans se poser la question de sa diversité interne) serait opposée à la civilisation islamique ou à la civilisation chinoise et cette dernière serait à son tour en conflit avec la civilisation orthodoxe ou celle japonaise ou hindoue. Lecture des plus simplificatrices qui crée des blocs artificiellement homogènes, qui fait fi des motifs économiques et politiques aux différents conflits actuels et qui ne reflète nullement le haut degré d'interconnexions entre cultures et économies au niveau mondial. Il s'agit d'une lecture manichéenne du monde qui a

été critiquée par les milieux scientifiques, mais qui continue de séduire bon nombre de personnes qui peinent à comprendre la nature de certains conflits actuels. Bref, cette thèse est devenue un véritable mythe politique de notre temps, qui a profité de la notoriété de son auteur auprès d'un certain «establishment» américain conservateur pour se transformer en une «self-fulfilling prophecy». Enseignant un module d'introduction aux méthodes qualitatives des sciences sociales,



Benoît Challand est chargé de cours à l'Université de Fribourg, professeur invité à l'Université de Bethléem et chercheur à l'Institut universitaire européen à Florence.
www.bethlehem.edu/programs/business/micad/index.shtml

J'ai demandé à mes étudiant-e-s de Master en coopération internationale de l'Université de Bethléem, en Palestine, d'appliquer la méthode de l'analyse du discours en relation avec le thème d'un choc des civilisations. Les étudiant-e-s étaient donc libres de chercher et d'analyser des articles de journaux, des manuels scolaires, des caricatures de journaux ou même des articles de la blogosphère traitant de loin ou de près du thème huntingtonien en question. Voici quelques conclusions des travaux de ces étudiant-e-s.

Tout d'abord, il est intéressant d'observer que certains d'entre eux ne connaissaient tout simplement pas la thèse de Huntington, ni l'idée même d'un choc de civilisations (alors que la littérature en sciences sociales en arabe est prolifique sur le thème du «sirâ' al-hadharaat», à savoir la version arabe du «choc des civilisations»). Deuxièmement, le très riche matériel visuel trouvé par les étudiant-e-s (il s'agit surtout de caricatures de journaux) est globalement critique à l'égard de l'idée du choc des civilisations. Sans vouloir conclure à l'exhaustivité, l'échantillon présenté par les étudiant-e-s reflète donc un point de vue hostile à l'idée de Huntington. Comme on peut le voir dans une caricature reproduite en page de gauche, l'idée même d'un choc de civilisations est représentée comme un véritable danger : la personne masquée s'apprête à éliminer un oiseau malade ainsi qu'un ouvrage traitant précisément du choc des civilisations. Cette caricature a été publiée lors de la pandémie de la grippe aviaire en 2006 et compare la thèse de Huntington à une maladie sournoise qui doit être contrée de manière radicale ou être maniée avec grande prudence. Dans une autre caricature trouvée par un autre étudiant, on voit deux bombes menaçantes, dont l'une a la forme d'un livre portant le titre «Choc des civilisations». Les étudiant-e-s ont donc souligné le caractère pernicieux de l'idée huntingtonienne.

Un choc avant tout politique

Une troisième conclusion qui revenait dans les textes analysés était de reconnaître qu'il y a des désaccords forts entre les Etats-Unis et le monde arabo-musulman, qu'il ne faut cependant pas imputer ces conflits à des différences religieuses, mais bien à des motifs politiques. Les étudiant-e-s palestinien-ne-s sont aux premières loges pour savoir que le conflit qui mine leur région n'est pas un conflit entre religions, mais réellement un conflit entre nationalismes ou une forme de néo-colonisation et de résistance à ses effets pervers. Enfin, et en relation avec cette considération précédente, bon nombre d'étudiant-e-s ont insisté sur la non-pertinence du modèle de Huntington, soit parce



que le monde arabe dans lequel ils vivent est en fait extrêmement morcelé et fragmenté (en termes d'identité religieuse, ethnique mais aussi politique) ou parce que les conflits se développent aussi au sein même de ces grands groupes culturels que devraient être les civilisations. De nouveau, leur expérience des conflits fratricides Hamas-Fatah dans les Territoires occupés rappellent cruellement que les conflits se développent pour des questions de pouvoir et/ou de ressources et qu'ensuite seulement ils prennent une dimension identitaire.

Ce bref survol de la perception du choc des civilisations par des étudiant-e-s palestinien-ne-s démontre que le thème ne parvient pas à s'insinuer dans l'esprit des gens du Proche-Orient aussi fortement que la thèse a pu le faire ici en Europe (ou mieux encore aux Etats-Unis). Vus du Proche-Orient, les problèmes sont politiques et non culturels ou religieux. L'analyse des discours tirés de matériel en arabe ne fait que confirmer cette conclusion. ■

Israel – Geschichte und Gegenwart

Die Gretchenfrage Israels lautete aufgrund seiner geographischen Lage schon in biblischer Zeit immer wieder: Unterwerfung oder Opposition? Im Vertrauen auf seinen Gott fiel die Wahl des öfteren auf den Weg des Widerstands und führte Israel meistens in die Sackgasse.

Othmar Keel

dossier

Envers et contre tous ?

Coopérer ou ne pas coopérer : depuis les temps bibliques, Israël, au vu de sa situation géographique, a dû vivre avec cette question. En considérant Yahwe comme un dieu national qui prend position sans condition pour Israël, le choix a souvent été celui de la confrontation avec le reste du monde. Mais le dieu des grands prophètes a toujours été celui de l'humanité. La plupart du temps, le choix de la confrontation a ainsi abouti à une catastrophe, notamment en 587 av. J.-C. lorsque le roi babylonien Nabuchodonosor a réduit en cendres le premier Temple de Salomon et en 70 ap. J.-C. lorsque les Romains ont détruit le deuxième. Est-ce que l'histoire se répète ? Oui et non. Il y a certes des constantes qui conduisent à une répétition, mais à cela s'ajoutent de nouveaux facteurs, comme par exemple la menace de la bombe atomique iranienne. En poursuivant la politique de colonisation mise en place après la Guerre des Six jours, le gouvernement israélien actuel choisit la confrontation, même avec ses alliés.

701 v. Chr. eroberte der Assyrerkönig Sanherib Judäa. Er verzichtete aber darauf, die Hauptstadt Jerusalem zu erobern und den König Hiskija, das Haupt des Widerstands, zu pfählen. Er begnügte sich mit dessen Unterwerfung. Seither rätselt die Geschichtsschreibung darüber, warum der Assyrerkönig in diesem Fall auf das übliche Vorgehen verzichtet hat. In Jerusalem hatten die fundamentalistisch-religiösen Kreise bereits 100 Jahre später eine Antwort: «In jener Nacht zog der Engel des Herrn aus und erschlug im Lager der Assyrer 185'000 Mann» (2 Könige 19,35). Das ist Legende. Schon die Zahl ist jenseits aller Realität.

Wahre Propheten

Diese und ähnliche Legenden (Sieg Davids über Goliath!) zirkulierten um 600 v. Chr. in Jerusalem. Das assyrische Grossreich war inzwischen zerfallen. Babylon hatte das Erbe angetreten und beanspruchte Jerusalem. Unterwerfung oder Widerstand? Propheten meldeten sich zu Wort. Die einen forderten im Vertrauen auf die Hilfe Jahwes Widerstand. Die anderen, die den Herrn nicht nur als den Schutzgott Israels, sondern als den Herrn der Weltgeschichte betrachteten, passten ihre Parolen der Realität an und forderten Unterwerfung, so etwa Jeremia und Ezechiel. Wem sollte man glauben? Im 5. Buch Mose steht: «Der Prophet, dessen Wort sich nicht erfüllt, spricht nicht im Namen des Herrn» (Kap. 18,22). Man konnte es also erst im Nachhinein wissen. Vorerst gewannen jene politisch die Oberhand, die auf Widerstand setzten. Aber die Hilfe Gottes blieb aus. Jerusalem wurde 587 v. Chr. vom Babylonierkönig Nebukadnezar (Nabuchodonosor) erobert und der salomonische Tempel als Hort des Widerstands einen Monat später niederge-

brannt. Jeremia und Ezechiel hatten sich als wahre Propheten erwiesen.

Und sie wiederholt sich doch (nicht)

Kann man aus der Geschichte lernen? Sicher nicht, wenn man sie als Serie plakativer Ereignisse wahrnimmt, auf die man emotional reagiert. Als am 21. Februar 1970 eine Swissairmaschine kurz nach dem Start durch eine Bombenexplosion an Bord bei Würenlingen abstürzte und am 6. September des gleichen Jahres eine leere Swissairmaschine in der Nähe von Amman am Boden in die Luft gesprengt wurde, galten die Palästinenser als Terroristen. Ins idealisierte Israel ging man in den Kibbuz arbeiten. Inzwischen hat sich das Blatt gewendet: Eine exzessive Siedlungspolitik, Mauerbau am falschen Ort und Gazakrieg haben Israel den Stempel des Staatsterrorismus aufgedrückt. Jetzt geht man nach Palästina und demonstriert gegen israelische Verstösse gegen das Völkerrecht.

Ein geschichtliches Verständnis kann sich nicht mit emotionalen Reaktionen auf plakative Ereignisse zufrieden geben. Es muss nach Ursachen und Wirkungen fragen. Allerdings sind diese so komplex, dass jede Darstellung immer nur ein extrem reduzierendes Modell bleiben muss, das ergänzender Modelle bedarf. Aus der Geschichte zu lernen, ist ein weiterer Schritt und wäre nur möglich, wenn es Gesetzmässigkeiten gäbe, wenn die Geschichte sich wiederholte. Sie scheint sich aber nicht zu wiederholen. Immer neue Faktoren kommen ins Spiel, im Nahen Osten etwa die iranische Atombombe. Dennoch gibt es nebst den wechselnden Faktoren Konstanten, wie z. B. die geographische Lage oder bestimmte kulturelle Traditionen. Die Geschichte wiederholt sich nicht und sie wie- ▶

Othmar Keel ist emeritierter Professor am Departement für Biblische Studien.
othmar.keel@unifr.ch



derholt sich doch, aber wie in einer Spirale, auf einer anderen Ebene.

Eretz Jisrael

Als der Abzug der Britischen Mandatsmacht bevorstand, beschloss die UNO 1947 Palästina in einen jüdischen und einen palästinischen Staat aufzuteilen. Die jüdischen Siedlungsgebiete waren sehr klein, wurden aber von Israel akzeptiert. Die arabischen Nachbarstaaten hingegen erklärten Israel den Krieg – und verloren. Israel gewann dabei beträchtliche Territorien und vertrieb Teile der Bevölkerung, das traurige Resultat vieler angezettelter und verlorener Kriege (siehe z. B. Ostpreussen). Rund 20 Jahre später überschätzte ein arabischer Staatschef, Nasser, seine Möglichkeiten erneut und zettelte 1967 den Sechstagekrieg an. Durch absichtliche Fehlinformationen zog er Hussein von Jordanien in diesen Konflikt hinein und zwang Israel praktisch, die Westbank zu erobern. So kehrten in den Jahren nach 1967 jüdische Angehörige der 1929 von muslimischen Fanatikern ermordeten oder vertriebenen Bewohner Hebrons auf ihre Grundstücke zurück und keine israelische Regierung konnte Hebron für «judenfrei» erklären. Damit begann die unglückliche Siedlungspolitik. Bis 1967 hatten sich religiöse Juden kaum für den Staat Israel interessiert. Mit dem Zugang zu den heiligen Stätten aber erwachte ein fundamentalistisch-religiöses Interesse an den besetzten Gebieten, dem «Land, das uns Gott gegeben hat». Der säkulare Staat wird mehr und mehr zu einem chauvinistisch religiös-fundamentalistischen und es sind vor allem fundamentalistische Siedler und Siedlerinnen, die das besetzte Gebiet als religiöses Erbe behalten wollen. Ihr Aufstieg in der Armee lässt einen Rückzug aus den besetzten Gebieten als zunehmend undurchführbar erscheinen. Ihr wichtigster «Verbündeter» ist die ebenso fundamentalistische Hamas.

Kompromiss oder Krieg

Dabei wären die inzwischen eingetretenen Veränderungen in der arabischen Welt wohl

eine Chance. Da stehen sich der schiitische Iran und die sunnitischen Regimes, wie die von Ägypten und Saudiarabien gegenüber. Letztere favorisieren jetzt eine Zweistaatenlösung. Die USA unter Obama sehen, dass dies auch im Interesse der USA läge. Denn der schiitische Iran macht sich zum Vorkämpfer einer Lösung des Palästinaproblems im Sinne der Zerstörung Israels, die bei den sunnitischen Massen, etwa in Ägypten, populär ist. Aus dem Gazastreifen Raketen abzufeuern liegt nicht im Interesse der dortigen Bevölkerung. Das liegt fast einzig im Interesse Irans. Er rechnet zu Recht damit, dass Israel hart reagieren wird. Die Empörung bei den sunnitischen Massen wächst und der Iran gewinnt mit seiner Vorkämpferrolle an Einfluss. Ahmadineschads Drohung, Israel mit Atombomben zu zerstören, nehmen wir als orientalische Rhetorik. Die Enkel der Opfer der Schoah erinnern sich, dass man auch Hitlers Drohungen als Rhetorik abtat.

The past is not dead. In fact, it's not even past.
(William Faulkner, in *Requiem für eine Nonne*)

Israel steht wie 600 v. Chr. vor der Wahl, sich mit der Realität, mit seinen Nachbarn, den sunnitischen Regimes, zu arrangieren oder mit den kämpferischen Fundamentalisten die Welt als feindliche Masse zu betrachten, der man sich im Vertrauen auf Gott entgegenstellt ohne das eigene Leben zu schonen. Diese Haltung hat um 600 v. Chr. zur Zerstörung Jerusalems geführt. Sie dürfte auch jetzt keine Lösung bringen. Und ob Obama mit seinen hundert Problemen genügend Zeit und Energie hat, seinen grossen Nahostfriedensplan, der alle Player miteinbezieht, durchzusetzen, bleibt leider fraglich. ■

La Syrie fait ses premières armes dans l'écologie

Sécheresses catastrophiques provoquant l'exode rural, industries lourdes souvent vétustes, villes surpeuplées à l'air vicié et déchets non traités : le bilan environnemental en Syrie, comme dans d'autres pays de la région, est plutôt sombre. Le gouvernement de Bashar Al-Assad en a pris conscience et tente de mettre en place des politiques environnementales.

Sandra Daguet

dossier

Syrien macht ökologisch mobil

Syrien, einst Wiege grosser Zivilisationen, zeigt ein düsteres Bild in Sachen Ökologie. So sind die Wasserreserven des Landes nicht nur sehr begrenzt, sondern auch verschmutzt. Die Dürre der letzten Jahre hat den Exodus aus ländlichen Gebieten zusätzlich verstärkt und damit den demografischen Druck auf die Städte erhöht. Die Schwerindustrie ist vielfach veraltet, der Autoverkehr nimmt groteske Ausmasse an und die daraus resultierende Luftverschmutzung hat gravierende Folgen für die Gesundheit der Bevölkerung. Die syrische Regierung scheint sich der alarmierenden Situation je länger, je bewusster zu werden und hat 2002 erste Massnahmen auf gesetzlicher Ebene ergriffen. Sie verabschiedete ein Umweltgesetz und gründete ein Umweltministerium. Vor allem in den Bereichen Abwasserreinigung und bei Bewässerungstechniken wurden seitdem grosse Fortschritte gemacht.

Berceau de plusieurs civilisations, la Syrie a un passé riche qui en fait une destination touristique de premier plan, mais méconnue en raison du contexte géopolitique de la région. Son économie se développe depuis l'ouverture amorcée par Bashar Al-Assad lors de son accession au pouvoir en 2000.

Un bien triste tableau

A l'instar des autres pays du Proche-Orient, la Syrie connaît une forte dégradation de son environnement. L'eau en est le reflet majeur. Les ressources hydrauliques sont non seulement limitées et en nette diminution, mais aussi fortement polluées. Le pays vient de vivre deux années consécutives de sécheresse, ce qui a accentué son stress hydrique, mettant particulièrement en danger le secteur agricole qui consomme environ 90% des ressources en eau. Outre les conséquences écologiques, ces sécheresses ont de graves répercussions socio-économiques (baisse des revenus agricoles, exode rural, etc.). De plus, la piètre qualité des eaux, due aux rejets non-traités, a pour conséquence une forte prévalence des maladies hydriques.

La pollution atmosphérique est significative dans les zones urbaines et industrielles, causant un impact sérieux mais sous-estimé sur la santé (maladies pulmonaires, neurologiques, de la peau, etc.). Les industries lourdes et le trafic (parc automobile obsolète et en forte augmentation) en sont les principaux responsables. Enfin, les déchets, souvent non traités, accentuent la pollution de l'air et la dégradation des sols.

Cet environnement dégradé est aussi la conséquence de pressions démographiques et économiques. En comparaison régionale, la Syrie jouit d'un fort taux de croissance démographique, augmentant ainsi les

besoins en nourriture, et par là-même la pression sur les ressources naturelles. De plus, l'augmentation relative du PIB et du niveau de vie, provoquée par l'amorce d'ouverture économique, conduit également à une diminution de la qualité environnementale. Enfin s'y ajoute la pression du changement climatique comme facteur aggravant de la dégradation de l'environnement.

Les premiers pas

L'Etat syrien prend progressivement conscience de l'état de son environnement et agit pour l'améliorer, en premier lieu par le biais de son arsenal législatif. En 2002, une Loi sur l'environnement a été promulguée. Elle instaure un «Conseil pour la protection de l'environnement et le développement durable». Dirigé par le Premier ministre et composé de différents Ministères, il a pour objectif de développer les stratégies et les politiques environnementales. Le Ministère de l'Environnement, récemment créé – le domaine était auparavant intégré au Ministère des Affaires locales – est en charge de la mise en œuvre de ces politiques. Sont désormais ancrés dans la loi la protection de l'environnement ainsi que le principe de compensation financière en cas de dommages. L'environnement reste cependant un domaine transversal traité par plusieurs Ministères (agriculture, industrie, irrigation, etc.), posant le problème de la coordination des politiques.

En termes de moyens, la rénovation et la construction d'usines de traitements des eaux usées constituent actuellement la politique la plus importante. La modernisation des méthodes d'irrigation est également un projet considérable en cours de réalisation qui permettra d'économiser l'eau dans le secteur agricole. ■

Sandra Daguet est assistante diplômée au Département d'économie politique. Elle a participé à plusieurs missions en Syrie de 2006 à 2008 dans le domaine de l'économie environnementale et appliquée. sandra.daguet@unifr.ch

Lénine en djellaba ou la fabrique de l'islamisme utile

Hamas, Hezbollah, al-Qaïda... ces noms qui font frémir l'Occident cachent des réalités autrement plus complexes que la vision réductrice d'un fanatisme religieux. L'Orient «islamiste» a remplacé le péril rouge. Instrumentalisée par une géopolitique sécuritaire, à la croisée entre conviction et opportunisme, cette mutation est au cœur de nos schémas d'analyse des enjeux proche et moyen-orientaux.

Olivier Moos

dossier

Wenn der Islam den Kommunismus ablöst

Als 1989 in Berlin die Mauer fiel und so das Ende des Kommunismus einläutete, war auch das Ende der bipolaren Weltansicht besiegelt. Doch die Welt konnte nicht ohne kollektives Feindbild sein und so wurde der radikale Islam zu dem, was der Kommunismus vorher war – ein Feindbild für den Westen, eine kollektive Bedrohung. Schlagworte wie der «Kampf der Kulturen» oder gewisse Vorurteile gegenüber der muslimischen Welt wurden wieder aktuell und prägten in der Folge deren Wahrnehmung im Westen. Organisationen wie Hamas und Hisbollah wurden nicht nur zum Feind, sondern zum extrem gefährlichen und totalitären Feind. Doch die Realität ist oft sehr viel komplexer und subtiler. Die Hamas, von der palästinensischen Bevölkerung demokratisch gewählt, predigt zwar seit Ewigkeiten die Zerstörung Israels als eines ihrer grossen Ziele, bleibt dabei aber dennoch pragmatisch und investiert gleichzeitig den grössten Teil ihres Geldes, um die Lebensumstände der Bevölkerung in den besetzten Gebieten zu verbessern.

Olivier Moos a déposé aux Universités de Fribourg et EHESS (Paris) sa thèse de doctorat en histoire contemporaine, intitulée «Visages et rivages d'un nouvel Orientalisme : décryptage des discours et réseaux de l'anti-islamisme contemporain».
olivier.moos@unifr.ch

Depuis la fin de la Guerre Froide et l'épuisement de la bipolarité, la convergence de facteurs contingents et de plus longue durée ont progressivement contribué à substituer à un Est soviétique un Orient «islamiste» comme figure de l'altérité. La multiplication dans le champ islamique des points chauds de l'actualité, l'étiollement d'un ennemi à la fois «chiffirable» et familier, et la nécessaire reconversion des experts dont la fonction est de dire la menace, comptent parmi les principaux agents qui favorisèrent ce transfert. Le passage du communisme à l'islamisme s'alimente également d'un fond latent, un réseau d'associations d'idées et de problématisations particulières, où les acteurs théorisant ce rhabillage de l'adversaire viennent, consciemment ou non, puiser les ressources nécessaires à leurs discours. Sans l'amorcer, «9/11» achèvera de crédibiliser ce passage d'un péril rouge «politique» à une menace verte «civilisationnelle», et de prouver rétrospectivement la pertinence du récit du choc entre Occident et Islam (ré)apparu, notamment sous la plume de Bernard Lewis, au début des années 1990. Dans un contexte de menaces fluides et globalisées, la recherche d'une stabilisation du sens par le recours aux essences culturelles et aux identités pérennes trouva son ancrage dans un récit renouvelant un certain nombre de prémisses de l'orientalisme classique, intégrées aux discours de la défense des valeurs démocratiques et de l'interventionnisme humanitaire.

Du filtre «néo-orientaliste»...

C'est cette manière de «raconter» les interactions entre nos occidentalités et leurs islamités, qui représente l'un des filtres principaux brouillant notre compréhension des acteurs musulmans. Sa séduction provient de ce que

cette narration «néo-orientaliste» solidifie les objets à l'aide d'un mortier culturaliste : le Musulman fait ceci ou dit cela parce qu'il est conditionné par son appartenance culturelle. De l'anecdote locale à l'évènement international, les exemples sont légion, le pochoir souvent identique. Fournissant de la prévisibilité et de la certitude, ce récit répond à la fois à un besoin psychologique de repères dans un monde déterritorialisé par les processus de globalisation, à des stratégies de positionnement, à des causes nationalistes. De fait, divers groupes d'intérêts, d'intellectuels, d'experts et de réseaux «virtuels» de plus en plus structurés, travaillent à imposer cette narration comme la grille de lecture de nos rapports avec le fait musulman.

... au totalitarisme islamique

C'est à l'ombre de ce récit qu'il convient d'analyser nos perceptions de mouvements tels que le Hezbollah ou le Hamas. Le premier est souvent présenté comme «un ennemi dont l'hostilité est extrême, explicite, incontrôlée, et conduite par une idéologie de haine religieuse»; le second, comme le tubercule palestinien d'un rhizome totalitaire se manifestant depuis les zones tribales pakistanaises jusqu'aux banlieues européennes. Ces opinions ne sont pas seulement celles d'idéologues ou d'essayistes sensationnalistes; elles sont également le fait de personnalités intellectuellement sophistiquées et politiquement modérées : le philosophe de Princeton, Michael Walzer, définit en ces termes le «Parti de Dieu» libanais dans un article analysant la légitimité de l'attaque israélienne contre le Liban en été 2006; Pierre-André Taguieff et Paul Berman, tous deux professeurs respectivement à l'Institut d'études politiques (Paris) et à l'Université de New York, partagent un



© Denis Kormann

diagnostic totalitariste des divers activistes se revendiquant de l'islam.

Or, le relatif consensus des spécialistes du champ islamique présente un portrait bien éloigné de ces postures rigides et largement artificielles. Il révèle que les violences ou les actes terroristes n'abrègent pas la définition de ces mouvements islamo-nationalistes, et ne sont pas le fruit d'une causalité nécessaire entre principes religieux et pratiques politiques. Il souligne aussi que le situationnel en dit plus sur les évolutions et les ruptures, les identités et les objectifs de ces acteurs, que les grandes abstractions opposant démocratie et «intégrisme», modernité et irrationalité.

Le Hamas, un cas d'école

Considérons brièvement et à titre illustratif le cas palestinien du Hamas. Le «Mouvement de résistance islamique» pose ses premières fondations en 1973 et s'établit formellement en 1987-88 à l'occasion de la première Intifada (1987-1993). Issu de la matrice des Frères Musulmans, sa figure spirituelle a longtemps été Sheikh Ahmed Yassin (1930s-2004) – titre honorifique, que ce réfugié (1948) éduqué en Egypte gagna grâce à la frugalité de son mode de vie et à son charisme. Ses détracteurs citent abondamment la Charte du mouvement (1988), qui ambitionne la création d'un Etat islamique sur les ruines d'Israël, en ignorant – ou feignant d'ignorer – que cette dernière est progressivement devenue une

référence historique, implicitement amendée, qui ne guide plus le comportement politique d'un Hamas sachant être à la fois pragmatique et rationnel. Si son aile militaire a utilisé la violence et l'attentat-suicide (depuis le milieu des années 1990), la stratégie de ce mouvement discipliné ne se limite pas à cet aspect. A la tête d'un large réseau social, de charité et d'éducation qui consomme la majorité de son budget, moins corrompu qu'une Autorité Palestinienne qui échoua, malgré ses concessions, à établir un semblant d'Etat viable dans les Territoires Occupés, vainqueur des élections législatives palestiniennes (2006), Hamas dispose d'une incontestable légitimité. Réduire cette formation politique et sociale à un groupement totalitaire, répondre aux défis posés par le Hamas à l'aide de sanctions politiques et économiques, ou par la force brutale, est à la fois erroné et contre-productif. Fruit d'une vision «mythique» faisant des résistances islamiques les bourgeons du rameau al-Qaïda, et des enjeux locaux les scènes mineures du grand drame de la lutte contre l'«extrémisme», cette approche ne contribue qu'à brouiller les enjeux. Par la prégnance d'un langage particulier, de la séduction qu'il exerce sur des acteurs influents, le néo-orientalisme concourt à un cadrage réducteur et non opératoire des militances islamiques. Ce faisant, il restreint le champ du possible et du concevable en matière de résolution de conflit et d'actions politiques. ■

Le tapis volant de Jihad

Shéhérazade, Aladin, Sinbad, Ali Baba... quelques noms parmi les plus évocateurs qui nous entraînent aussitôt au cœur des Mille et une Nuits, dans le monde du conteur Jihad Darwiche. Ses paroles colorées, ses mots délicatement choisis, son sens de l'image envoûtent et font écho à l'univers chatoyant des princes et des princesses arabes, perses ou indiens.

dossier

Christine Carrard

Märchenhafte Botschafter

Klingende Namen, üppige Erzählungen und farbige Gestalten: Die Sammlung Tausendundeine Nacht hat nachhaltig die Geschichten aus dem Nahen Osten geprägt. So auch die Erzählungen des Libanesisen Jihad Darwiche, der anlässlich des letzten Festival international du conte zum zweiten Mal in Freiburg weilte. An die morgenländische Tradition anknüpfend, fließen Darwiches Geschichten ineinander und transportieren alle eine Botschaft an die Haupterzählung. Für Jihad Darwiche spricht ein Märchen direkt die Seele eines Menschen an, den innersten Kern, ungeachtet aller kultureller Grenzen und ohne Scheu vor Themen wie dem Tod oder der Liebe.

Invité pour la seconde fois dans le cadre du Festival international du conte de Fribourg, organisé en collaboration avec la Chaire d'anthropologie sociale de l'Alma mater, le conteur libanais Jihad Darwiche a retrouvé ce mois de mai le public fribourgeois à l'Aula magna. Partageant sa vie entre le Liban, le Sud de la France et le monde entier, l'homme aux boucles d'ébène a tout appris de sa mère, son véritable maître dans l'art de conter. Journaliste, puis professeur d'arabe, Jihad comprend un jour l'importance de la parole qu'il cultivait jusqu'alors comme son «jardin, un lieu de promenade où j'allais prendre du plaisir». Lors d'un reportage pendant la guerre au Liban, au milieu de la panique générale, il franchit le seuil d'une maison dans laquelle une femme contait pour faire oublier les bombardements aux enfants et aux adultes réunis : la qualité de sensibilité humaine et de paix, contrastant avec l'horreur qui régnait à l'extérieur, fut pour lui une véritable révélation. «J'ai alors compris que le conte serait pour moi autre chose. De telles expériences se sont renouvelées plusieurs fois... Et puis un jour, c'est devenu mon métier.»

Des histoires dans l'histoire

Le répertoire qu'il narre avec délice et malice se compose essentiellement de contes orientaux. «Le fait que je sois né, que j'aie grandi dans un pays comme le Liban, que ma langue soit l'arabe, m'a nourri de littérature, de poésie et de contes.» Le recueil des Mille et une Nuits – mélanges très anciens inspirés de l'Inde, la Perse, la Palestine, le Liban, la Syrie, Bagdad, le Caire et bien plus encore – a fortement influencé l'imaginaire du conte du Proche et du Moyen-Orient, évoquant les mêmes épopées, les mêmes mythes et bien sûr les éléments magiques et extraordinaires, comme le génie. Les plus anciens sont sumériens ou akkadiens, datant de plus de 4000 ans, et plus récents les mythes bibliques. Littérature structurée et tra-

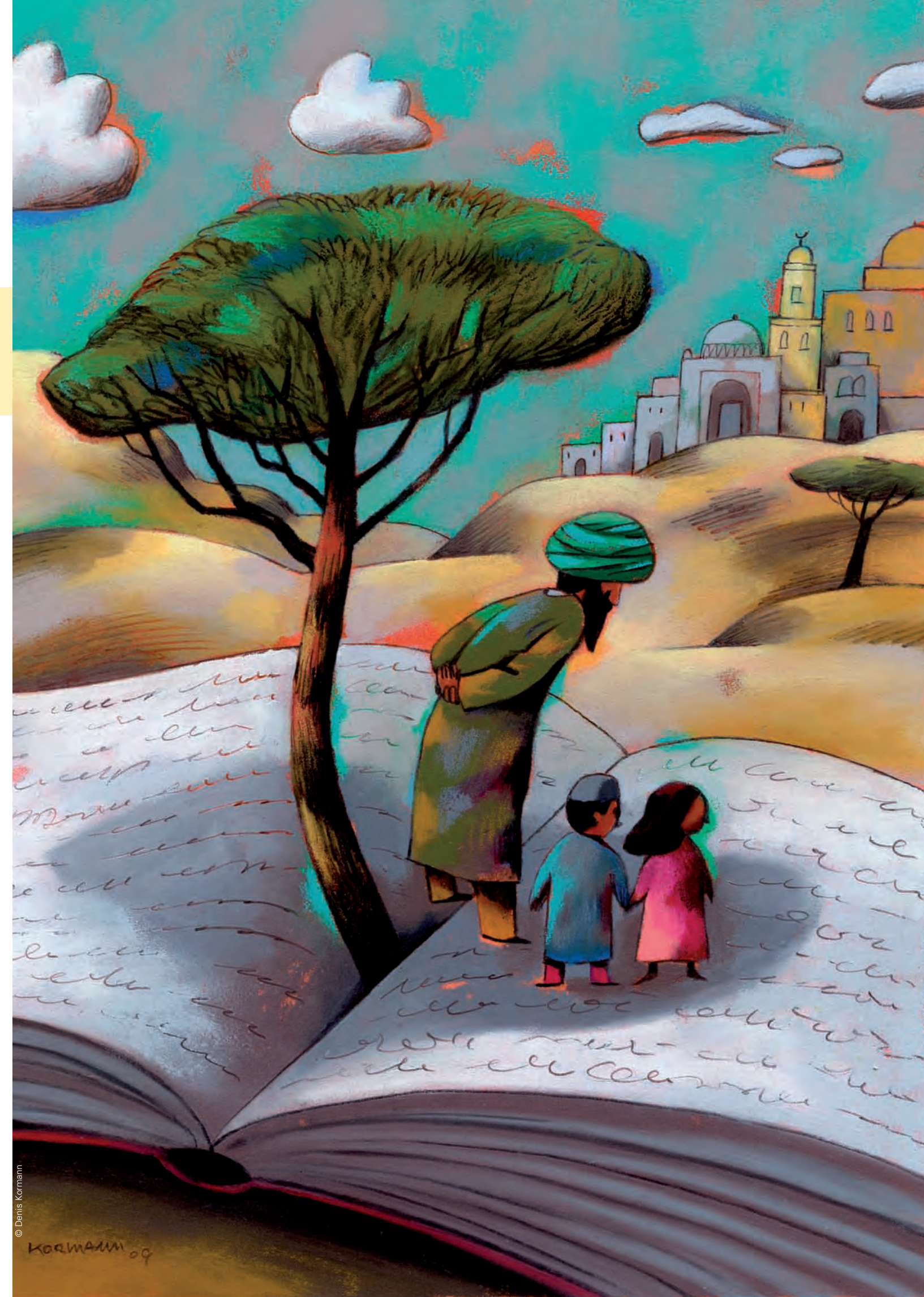
vailée selon le modèle du «conte à tiroirs», les histoires s'imbriquent les unes dans les autres. Selon Darwiche, cela correspond à la manière orientale de s'exprimer au quotidien : «ce n'est pas un artifice littéraire, on parle ainsi et les gens ne perdent pas le fil, ils ont l'habitude d'ouvrir une parenthèse, d'insérer une ou plusieurs histoires avant de remonter jusqu'à la première». A la seule condition que ces parenthèses ne soient pas des bavardages, mais qu'elles soient porteuses d'un message qui fasse avancer le récit.

On ne grandit pas pareil

Il y a quelques années, le retour du conte était souvent considéré comme un effet de mode. Aujourd'hui, après une crise qui aura duré entre vingt et soixante ans, il retrouve sa place et s'installe un peu partout à travers le globe. Dans le monde arabe, les conteurs d'autrefois faisaient la plupart du temps usage de leur art sur les places de marché, avant de s'installer dans les cafés, au Liban jusqu'en 1972. Aujourd'hui, le café n'est plus un lieu d'écoute. Pourtant le conte refait son apparition, notamment au Festival de Beyrouth.

Souvent mésestimée par les intellectuels, la littérature du conte existe depuis le début de l'humanité. Pour Jihad Darwiche, il parle «à ce qu'il y a de plus profond dans l'être humain, bien avant de parler à la tête», et traite de thèmes incontournables tels que l'amour, la naissance, la mort, la séparation, le partage etc. S'il ne propose pas de solutions miracle ni de morale, le conte donne l'occasion de réfléchir, de poser des regards différents sur une réalité. C'est un moyen de divertissement, d'éducation, de transmission de valeurs, d'éthique, qui se fait en douceur tout en respectant la liberté de celui qui l'écoute. «Tant qu'on sera humain, on aura besoin de cette parole, comme on a besoin de la musique, de l'image, du rêve... On peut grandir sans, mais on ne grandit pas pareil.» ■

Biographie et photos de Jihad Darwiche : www.jihad-darwiche.com
Festival international du conte de Fribourg : www.iletait.ch



Le Golan : source d'eau et de conflits

Selon l'Ancien Testament, le Golan fait partie de la terre promise aux Hébreux. Occupé depuis 1967 par Israël, ce plateau fertile constitue surtout un bastion stratégique, en particulier d'un point de vue hydraulique. Quelque 35% de l'alimentation aquifère d'Israël provient en effet de cette région. Difficile de renoncer à un tel robinet d'eau douce dans une contrée aussi aride...

Bernard Dafflon

dossier

Der Golan – Quelle des Wassers und der Konflikte

Seit dem Sechstagekrieg 1967 sind die Golanhöhen von Israel besetzt, 1981 wurden sie annektiert. Das Plateau ist für Israel von grosser Wichtigkeit, vor allem für die Trinkwasserversorgung. Israels Bedarf an Trinkwasser entspricht mit 350m³ per Einwohner in etwa jenem der Schweiz und stellt das Land vor grosse Probleme: Rund 60 Prozent des Verbrauchs werden durch die Nutzung oberflächlicher Quellen, wie Seen und Flüsse gedeckt und mit Grundwasser, rezykliertem Abwasser sowie Wasser aus Entsalzungsanlagen ergänzt. Der Rest – etwa 35 Prozent – wird indirekt via Fluss Jordan und See Genezareth durch die Golanhöhen gespiesen. Die Wasserfrage wird Israel auch in Zukunft nicht loslassen: Um den Wasserbedarf längerfristig decken zu können, wird Israel nicht darum herum kommen, neue Technologien zu entwickeln und das vorhandene Wasser bewusster einzusetzen – ungeachtet dessen ob die Besetzung der Golanhöhen eines Tages ein Ende findet oder nicht.

Bernard Dafflon est professeur ordinaire au Département d'économie politique.
bernard.dafflon@unifr.ch

Dans la précédente édition d'universitas, la géopolitique était mise en relation avec la gestion de l'eau selon l'argument que là où les ressources en eau sont rares et doivent simultanément servir plusieurs objectifs d'approvisionnement (eau potable, irrigation, énergie) à partir d'un même point, les risques de conflit sont élevés. A la question de la rareté de cette ressource, et donc de la nécessité de gérer efficacement sa répartition entre divers usages, s'ajoute alors la question topographique du bassin versant et la relation amont-aval.

Un précieux réservoir en eau douce

De ce point de vue, le Golan est un bassin hydro-stratégique de première importance pour Israël parce que pratiquement deux tiers des besoins en eau du pays proviennent de l'extérieur. Le Golan fut l'un des objectifs de la guerre des Six-Jours et fait aujourd'hui partie des territoires dits «occupés». Dans les mois précédant la guerre, l'utilisation des eaux de la rivière Banyas avait provoqué de nombreux accrochages entre soldats israéliens et soldats syriens. Le lobby des kibboutz de la Haute Galilée exerça alors de grandes pressions sur le gouvernement travailliste israélien, l'état-major de l'armée et le général Moshe Dayan pour régler militairement la situation. Les 8 et 9 juin 1967, la brigade d'élite israélienne «Golani» montait à l'assaut du Plateau du Golan. La bataille dura 20 heures. Israël gagna le Golan : elle ne l'a plus lâché. Cette espace sert aujourd'hui de base radar à l'armée pour surveiller la Syrie, pardessus la zone démilitarisée. Mais c'est aussi, et avant tout, le réservoir en eau douce de la vallée du Jourdain.

Israël, dans son territoire, n'a guère de ressources propres en eau : les nappes phréa-



© Denis Kaimann

tiques sont situées principalement en Cisjordanie. Le lac de Tibériade est alimenté par le Jourdain supérieur qui, lui, provient de la jonction des rivières Dan, en Israël, Hasbani, depuis le sud du Liban, et Banyas, en Syrie (selon le droit international). Les Hauteurs du Golan forment un plateau incliné nord-est sud-ouest. Il s'adosse aux monts Hermonit (alt. 1121 m.), Avital (alt. 1204 m.) et Fares (alt. 929 m.), offrant un

promontoire stratégique dominant la vallée du Jourdain supérieur et le lac de Tibériade (alt. -212 m.). Mais, surtout, la pluviométrie y est importante, faisant du Golan une ressource en eau douce indispensable pour la région. A la sortie du lac, le Yarmouk rejoint le Jourdain pour former le Jourdain inférieur.

Alternative d'avenir limitée

La consommation annuelle d'eau en Israël est de 2 milliards de m³ (350 m³ par habitant, ce qui correspond approximativement à celle que nous avons en Suisse). Elle se répartit à raison de 60% dans l'agriculture, 30% pour la consommation, et 10% pour les usages industriels. Israël arrive juste à produire l'eau nécessaire : toutes les ressources de surface sont exploitées, le reste provenant des nappes phréatiques et, pour 16%, du recyclage des eaux usées. Mais la répartition géographique des zones pluvieuses et sèches est irrégulière, la vallée du Jourdain étant privilégiée.

Selon le géopolitologue Frédéric Encel, la gestion des eaux va au-devant de graves difficultés. Sous le stress d'une consommation toujours en croissance, les solutions futures sont limitées : promotion de techniques contre le gaspillage, surtout dans l'irrigation (système de comptage et rétention d'eau de pluie); ralentissement de la consommation et, par conséquent, de la capacité agricole (mais cette option «passe mal» chez les kibboutzim); apports supplémentaires (venant d'ailleurs; importée ? la rivière Litani au sud du Liban n'est sans doute pas une option : le Liban a aussi besoin de toutes ses ressources, tout comme les autres pays de la région); ou encore usines de dessalement (mais ce sont des cibles stratégiques faciles). On comprend sans doute que, face à cette situation, il est hors de question pour Israël de restituer le Golan dans ses frontières reconnues internationalement. Accaparer de nouvelles ressources en eau par des mesures militaires ou géostratégiques serait inacceptable du point de vue de la politique internationale. Reste alors ouverte la seule voie raisonnable, par nécessité et par obligation, celle d'une gestion efficace et parcimonieuse des ressources en eau – quelle que soit la solution choisie, plus probablement en combinant celles énoncées ci-dessus. ■



Eine Minderheit zwischen Stuhl und Bank

Im August 2007 brach ich für ein Studienjahr nach Jerusalem auf. Doch die Gegend zu benennen, aus der ich zurückgekehrt bin und die mein Interesse für die palästinensische Theologie geweckt hat, fällt mir schwer. Nur Palästina oder nur Israel wäre falsch; Israel und die besetzten Gebiete drückt zwar das Machtgefälle aus, versteckt aber die Menschen, von denen ich sprechen will.

Christa Grünenfelder

dossier

Les chrétiens palestiniens entre deux chaises

Une année d'étude à Jérusalem éveille sans doute les intérêts les plus divers : une telle expérience peut choquer, fasciner ou alors irriter. Une seule chose est certaine : personne ne reste indifférent. Au cours de son séjour, Christa Grünenfelder, étudiante en théologie à l'Alma mater, a constaté la réalité de l'autre côté du Mur : une confrontation qui a provoqué chez elle une importante remise en question, notamment par rapport au sens de la théologie. Lors d'une conférence donnée par un théologien palestinien à propos de la phrase «God gave Israel the Land», elle a découvert la théologie palestinienne, à laquelle elle n'a dès lors cessé de s'intéresser. Partageant d'une part la culture arabe et le destin politique des musulmans et d'autre part l'Ancien Testament avec ses voisins juifs, les chrétiens palestiniens font face dans une situation souvent complexe. Des termes tels que la «Terre promise» ou le «Peuple élu» évoqués dans l'Ancien Testament acquièrent dans leur contexte une tout autre dimension : la Bible peut alors devenir un livre politique et pour les Palestiniens un problème.

Christa Grünenfelder ist Masterstudentin an der Theologischen Fakultät.
christa.gruenenfelder@unifr.ch

Die Schwierigkeit, der Gegend meines Aufenthaltes einen treffenden und korrekten Namen zu geben beschreibt bereits einen Teil des Kontextes, der mich während meines Studienjahres in Jerusalem von August 2007 bis Mai 2008 geprägt hat. Es ist ein Kontext, in dem Politik ein existenzieller Bestandteil des Alltags ist, der sich in den kleinsten Dingen zeigt – und das selbst dann, wenn man, wie ich, in Westjerusalem und damit auf der bequemen Seite der Mauer wohnt. Es lässt sich gut leben in dieser wunderschönen, vielseitigen und faszinierenden Stadt und die Ruinenfelder, die man aus Zeitungsberichten zu Gaza kennt, scheinen weit entfernt zu sein.

Der Konflikt im Alltag

Je länger ich mich in Jerusalem aufhielt, desto präsenter wurde mir auch der Konflikt. Stetige Sicherheitskontrollen; überall Militär und Waffen; von der Dachterrasse aus die Sicht auf die Trennungsmauer; mitten in der Stadt Strassenschilder, welche den Weg in völkerrechtswidrige Siedlungen in der Westbank weisen; israelische Freunde, die von miterlebten Attentaten erzählen. Die politische Situation begann mich in einen unterschwelligen Daueralarmzustand zu versetzen.

Andere Dimensionen nahm der Einfluss von Politik im Alltag an, wenn ich mich durch einen der Checkpoints auf die andere Seite der Mauer wagte. Hier bekam ich ein Leben unter Besatzung zu sehen, in dem es kaum noch Bewegungsfreiheit gab und sich für mein schweizerisches Verständnis von Rechtssicherheit ein rechtsfreier Raum zu eröffnen schien. Je länger ich unterwegs war, desto mehr erschreckte mich die systematische Ungerechtigkeit, die ich hier sah und die bei mir ein Gefühl völliger Hoffnungslosigkeit hinterliess.

Von Gott verlassen?

Wie war es möglich, dass sich Menschen gegenseitig so systematisch Leid zufügten? Wie konnte ich da noch an das Gute im Menschen und an einen guten Gott glauben? Welchen Sinn machte die Theologie, die ich in den Vorlesungen hörte, meist von europäischen ProfessorInnen vorgetragen? Vor diesem Hintergrund schien die deutschsprachige Universitätstheologie zu verstummen. Oder noch schlimmer: Legten sich die alttestamentlichen Texte nicht perfekt in den Mund aggressiver israelischer Siedler in der Westbank? Wie konnte ich noch vom Gottesvolk Israel lesen, wenn eine Besatzungsmacht mit gleichem Namen Menschen in solch planvoller Weise demütigte und ihnen ein normales Leben verunmöglichte? Sollte das etwa Gottes Wille sein? Als ich schon fast mit Gott abgeschlossen hatte und mich langsam fragte, ob Theologie wirklich das Richtige für mich sei, hörte ich in Sabeel, einem Zentrum für Befreiungstheologie in Ostjerusalem, einen Vortrag von Yohanna Katanacho. Als palästinensischer Theologe sprach er über den Satz «God Gave Israel the Land» und während ich seinen Ausführungen lauschte, begann Theologie wieder Sinn zu machen.

Endlich hörte ich wieder einen Menschen von Gott sprechen und wollte tatsächlich an denselben Gott wie diese Person glauben. So wurde die palästinensische Theologie für mich zum prägenden Erlebnis der Zeit in Jerusalem und zum einzig denkbaren Masterarbeitsthema.

Gott ist unparteiisch

Was aber meine ich mit palästinensischer Theologie? Als erstes muss ich wohl festhalten, dass ich von christlicher Theologie spreche. Um es zugespitzt auszudrücken: Ich befasse mich mit dem theologischen Denken einer christlichen Minderheit in der palästinensi-

schen Bevölkerung, welche sich die arabische Kultur und das politische Schicksal mit den muslimischen, das Alte Testament dagegen mit den jüdischen Nachbarn teilt. Als ChristInnen stehen sie zudem von arabischer Seite immer wieder unter dem Verdacht, mit den nordamerikanischen und europäischen (christlichen) Mächten, die als pro-zionistisch empfunden werden, gemeinsame Sache zu machen. Aus dieser komplexen Situation heraus ist es nicht erstaunlich, dass politische Themen und Fragen des interreligiösen Dialoges von Beginn an in der Reflexion der palästinensischen TheologInnen zentral sind.

Dieser Beginn der kontextuellen theologischen Reflexion palästinensischer Christen ist in etwa parallel zur ersten Intifada (1987-1992) anzusetzen. Es stellte sich die Frage, was es bedeutet, in diesem Kontext politischen, sozialen und kulturellen Umbruchs Christ oder Christin zu sein. Erstmals nahmen einheimische Kirchenleitungen gemeinsam Stellung zur politischen Situation und die religiöse Instrumentalisierung des Israel-Palästina-Konfliktes, vor allem durch die Bezüge auf die Bibel, wurde zum Gegenstand theologischer Anfragen. So beschreibt etwa der Theologe Mitri Raheb, wie in dem Moment, in welchem die zionistische Bewegung die Besiedlung Palästinas durch die Juden als Rückkehr in das Land der Väter propagierte, die Bibel zu einem politischen Buch und für die Palästinenser problematisch wurde. Ohne dem Staat Israel das Existenzrecht absprechen zu wollen, mussten die betroffenen Theologen in Bezug auf die oft religiös gefärbte Wahrnehmung der politischen Einheit «Staat Israel» die Eindeutigkeit von Konzepten wie Land, Landverheissung und Gottesvolk Israel im Alten Testament hinterfragen, damit auch die palästinensischen Christen darin weiterhin einen Hoffnung bringenden Glaubenstext sehen konnten.

Impulse fürs Leben

Weshalb aber sollte ich mich mit palästinensischer Theologie auseinandersetzen? Meiner Meinung nach stellt die kontextuelle palästinensische Theologie die Rückfrage an mich selbst und die Kontextualität meines theologischen Denkens hier in der Schweiz. Aus welchem Kontext heraus lese ich theologische Texte etwa zu Landverheissung und Erwählung? Nur durch die Auseinandersetzung mit solchen Fragen kann ich verhin-



© Denis Kormann

dern, dass abstrakte theologische Konzeptionen unüberdacht meine Haltung gegenüber Vorgängen in anderen Regionen dieser Welt prägen. ■

Theologisches Studienjahr Jerusalem

Im Theologischen Studienjahr Jerusalem studieren jährlich 20 bis 25 deutschsprachige katholische und evangelische Theologiestudierende zusammen in Jerusalem. Das Studienjahr ist der deutschen Benediktinerabtei Dormition Abbey auf dem Zion angegliedert. Deren damaliger Abt, Dr. Laurentius Klein, hatte es 1973 gegründet und bis 1998 geleitet. Das Studienkonzept verknüpft christliche Theologie mit Landes- und Religionskunde. Im Land der Bibel steht das Theologiestudium dabei unter einer besonderen Perspektive; es ist ein Intensivstudium, die Dozenten sind namhafte Professoren vor allem deutschsprachiger Fakultäten, darunter auch der Theologischen Fakultät der Universität Freiburg (CH). Der Studienort ist selbst schon Thema genug und fordert doch noch einen erweiterten Fächerkanon: Judaistik und Islamkunde gehören ebenso zum Lehrplan wie Ostkirchenkunde und Archäologie. Gelernt wird jedoch keineswegs nur am Schreibtisch oder in der hauseigenen Bibliothek. Mindestens so wichtig wie Vorlesungen und Seminare sind die zahlreichen Exkursionen in alle Winkel des Heiligen Landes bis in den Sinai.

www.studienjahr.de

La laïcité pour panser les plaies du Liban ?

Quatre fois plus petit que la Suisse, le Liban occupe le devant de la scène de l'actualité proche-orientale depuis plusieurs décennies. Guerres civiles ou régionales, enlèvements et attentats sont devenus synonymes de ce pays multiconfessionnel aux traditions bien ancrées. Le débat sur la laïcité fait aujourd'hui grand bruit : sera-t-elle la formule tant attendue pour assurer un avenir pacifique ?

Interview Christine Carrard

dossier

Das libanésische Nationalbewusstsein fördern

Trotz seiner bescheidenen Grösse – das Land ist mit 10 452 km² viermal kleiner als die Schweiz – macht der Libanon viel von sich reden, vor allem seit Beginn des Bürgerkriegs 1975. Durch die kürzlichen Wahlen scheinen zwar die Spannungen zwischen den verschiedenen Gemeinschaften nicht erneut gestiegen zu sein, trotzdem bleibt das konfessionalistische libanésische Politsystem fragil und dessen Gleichgewicht sowie die Aufteilung der Klans können das Land sehr schnell aufs Neue ins Chaos stürzen. Universitas sprach mit zwei Libanésen am Justinus-Werk in Freiburg: Nabih Yammine ist aktiv in der Vereinigung Solidarität Liban-Suisse und Befürworter einer Trennung von Kirche und Staat im Libanon, P. Paul Mikhael ist maronitischer Pater und hat soeben ein Studienjahr an der Universität Freiburg beendet. Die beiden vertreten zwar nicht genau dieselbe Vision für ihr Land, sind sich aber einig, dass keine der Religionsgemeinschaften im Libanon von der Zukunft des Landes ausgeschlossen werden darf. Nur mittels einer über-konfessionellen Spiritualität kann der Libanon wieder zu dem werden, was er einst war: Ein Beispiel der Toleranz zwischen Orient und Okzident.

Au Liban, des communautés de confessions diverses ont coexisté dès les premiers siècles de l'ère chrétienne. Dans la région, le pays présentait ainsi le visage original d'un état multiconfessionnel, dont la géographie, le système bancaire et la capitale cosmopolite lui valurent le titre de «Suisse du Proche-Orient». Néanmoins, le Liban a connu plusieurs guerres entre 1975 et 1990. Tristes années noires où Israël et la Syrie ont tenté de tirer parti de la situation intercommunautaire désastreuse en s'ingérant dans les affaires internes du pays. Aujourd'hui exsangue, la République libanaise peine à retrouver sa stabilité et son indépendance.

Du fait de sa composition pluriconfessionnelle, le Liban est doté d'un système politique fondé sur une répartition de quotas communautaires : c'est le confessionnalisme politique. La plupart des forces sur la scène libanaise ne sont pas des partis au sens moderne du terme, mais plutôt des rassemblements autour de notables issus des grandes familles. Les affrontements se concentrent la plupart du temps autour d'une rivalité de clans qui défendent avant tout leurs intérêts personnels, en cherchant notamment des soutiens à l'étranger. Une grande partie de la crise libanaise est nourrie par ce système.

Afin de dépasser les clivages communautaires, la laïcité se pose comme une question essentielle pour l'avenir du pays. Universitas a rencontré Nabih Yammine, laïc suisse, d'origine libanaise, et le Père Paul Mikhael, père chrétien maronite libanais, tous deux liés à l'Oeuvre St-Justin à Fribourg.

Le ministre libanais de l'Intérieur a déclaré en février dernier que ses concitoyens ont désormais la possibilité de supprimer la mention de leur religion dans les registres d'état civil. Pour cer-

tains, cela signifie un premier pas vers la laïcité. Quel est votre avis ?

Père Mikhael : Même si ce schisme d'identité me paraît difficilement possible, la question de la laïcité au Liban est posée. Les jeunes sont toujours plus nombreux à ne plus se définir d'abord en tant que chrétiens ou musulmans, mais en tant que citoyens libanais. Cette ouverture vers l'Occident a aussi pour conséquence une perte du rôle de l'église et de l'identité chrétienne. On devient schizo-phrène, c'est un humanisme changeant qui ne sait pas où il va. En même temps, avec un peu de recul depuis l'étranger, je vois un Liban ouvert que l'on ne peut pas déformer car ses 18 communautés confessionnelles font partie de lui.

Nabih Yammine : Même si c'est un début timide, c'est un très bon début. Mais il faut faire attention de ne pas mettre la charrue avant les bœufs car la question est importante. Je crains que le peuple libanais ne soit pas encore suffisamment préparé. L'appartenance à une religion, c'est une part identitaire. Des travaux préliminaires sont nécessaires pour instaurer un véritable dialogue et la réconciliation. Le Liban traîne de nombreux boulets historiques : il y a eu des massacres, des génocides, des plaies que l'on a tenté de recouvrir artificiellement. C'est pourquoi, par un certain réflexe de peur, les Libanais se sentent plus en sécurité en appartenant à un clan plutôt qu'à une identité nationale. Toutefois, si la dynamique actuelle de paix au Proche-Orient se confirme, je pense que dans un avenir relativement proche, 60 à 70% de la population libanaise sera en mesure de développer un esprit patriotique, et non pas confessionnel.

Durant la guerre, la carte d'identité indiquant la confession a parfois signi-

fié l'arrêt de mort. Comment faire pour rétablir la confiance et fonder une citoyenneté sur des bases solides ?

P. M. : Personnellement, je n'ai jamais connu le Liban sans la guerre, sans les conflits entre chrétiens et musulmans. Mais les choses changent : par exemple, après l'assassinat du Premier ministre sunnite Rafic Hariri, tout le Liban était bouleversé et tous les évêques ont répondu présents. Lors des manifestations du printemps de Beyrouth au centre de la capitale en 2005, qui ont finalement eu pour effet de précipiter le départ des troupes syriennes, ce ne sont pas des chrétiens ou des musulmans qui se sont mobilisés, mais des Libanais : les mentalités par rapport à la notion de citoyenneté ont commencé à évoluer depuis lors. Même si la situation politique actuelle reste toujours complexe et difficile...

N. Y. : Ces mobilisations, qui ont duré plus d'une année, ont constitué un mouvement patriotique extraordinaire. Ce peuple que l'on croyait à genou est capable de se relever, de crier pour la liberté d'une même voix. D'un point de vue idéal – je ne parle pas de stratégie politique –, l'alliance entre le général chrétien Michel Aoun et le Hezbollah chiïte a démontré qu'il est possible de se penser et d'agir au-delà des confessions. Ce mouvement de citoyenneté doit s'inscrire encore davantage dans un projet de société : c'est une nouvelle page qui est en train de s'écrire.

En tant que prêtre maronite, comment considérez-vous le Hezbollah ?

P. M. : En tant que prêtre libanais, je ne suis pas politicien... Auparavant, je voyais des dangers pour l'avenir du Liban avec ce mouvement qui faisait cavalier seul. Depuis la dernière table ronde qui a réuni les différents partis, je pense qu'il faut donner davantage de force au dialogue. On ne peut pas concevoir l'avenir du Liban sans la question du Hezbollah ou en excluant une communauté.

La laïcité ne pourrait-elle pas devenir la « religion suprême » au Liban afin d'empêcher qu'une communauté ne tente de s'imposer politiquement ?

N. Y. : Le Liban a besoin pour sa thérapie collective non pas d'une religiosité, mais d'une spiritualité supra-confessionnelle. C'est la jeunesse qu'il faut cibler : à travers l'éducation, il s'agit d'imprégner les jeunes à l'éveil de la paix, inspiré notamment de l'exemple suisse.

P. M. : Oui, il faut reprendre les forces spirituelles dans chacune des confessions et les vivre avec l'autre. C'est ainsi que l'on pourra aboutir à des résultats.



© Christine Carrard

Le prêtre et le laïc réunis au Foyer St-Justin.

En ce qui concerne l'éducation de la jeunesse libanaise, évoque-t-on l'enjeu des manuels d'histoire ?

P. M. : Dans les écoles, des professeurs se rencontrent pour parler de la manipulation et de la transmission. Des débats dans les classes invitent également à réfléchir à la notion de citoyenneté. Mais il nous manque encore beaucoup d'éléments pour former un réel projet éducatif. L'enjeu est important : selon une étude, les enfants traumatisés qui ont vécu la guerre refusent souvent d'étudier l'histoire de leur pays. Pourtant quelqu'un qui ne connaît pas son histoire ne connaît rien.

Sera-t-il un jour possible de réformer le système politique confessionnel ?

N. Y. : La Suisse joue un rôle extrêmement constructif et important pour le Liban. Des juristes et des groupes parlementaires mixtes se rencontrent régulièrement. La Suisse accompagne les députés libanais dans l'élaboration d'un projet de nouvelle constitution libanaise. Patience... ■

Père Paul Mikhael : âgé de trente ans, ce prêtre chrétien maronite, de l'Eglise antiochienne-syriaque au Liban, bénéficie d'une « Bourse St-Nicolas de Flüe » fondée par le cardinal Schwery et gérée par l'Oeuvre St-Justin. Il a étudié une année à l'Université de Fribourg et va poursuivre son cursus académique à Rome.

Nabih Yammine : enseignant en pré-retraite, il vit en Suisse à Stans depuis bientôt cinquante ans. Dans sa fonction de délégué aux contacts externes, il soutient la reconstruction du Liban à travers l'association Solidarité Liban-Suisse et collabore dans ce cadre avec l'Oeuvre St-Justin pour les « Bourses de la paix » en faveur d'étudiant-e-s libanais-es.

www.solisu.org
www.justinus.ch/index.php?accueil1

Der Libanon – zwischen Freunden und Feinden

Zwei Nachrichten zum Libanon haben in den letzten Wochen kleinere und grössere Wellen geschlagen: Die erste war erfreulicher, die zweite eher erstaunlicher bis erschreckender Natur. Wenn auch die beiden Vorkommnisse nichts verbindet, so zeigen sie doch, wie heikel die Gratwanderung der Aussenbeziehungen gerade in einem Land wie Libanon sein kann.

Franz Mali

dossier

Un pays sous influence

Dernièrement, deux nouvelles concernant le Liban ont particulièrement marqué le Prof. Franz Mali. La première est plaisante : le Conseiller fédéral Pascal Couchepin s'est vu remettre en mai dernier le titre de docteur honoris causa par l'Université St-Esprit de Kaslik. La deuxième s'avère plus délicate et concerne l'ingérence étrangère dans les affaires internes du pays : un article du journal allemand «Der Spiegel» rapporte peu avant les élections nationales du 7 juin que le parti chiite du Hezbollah serait impliqué dans l'assassinat du Premier ministre sunnite Rafic Hariri en 2005. Pour le Prof. Mali, ces deux exemples reflètent la politique complexe de ce pays, très dépendant des relations et des constellations internationales. Pris en étau entre Israël et la Syrie, le Pays du cèdre doit réussir à créer de nouvelles alliances. Seul un réseau multilatéral lui permettra de se reconstruire en limitant l'influence souvent néfaste de ses voisins et des grandes puissances.

Franz Mali ist assoziierter Professor am Departement für Patristik und Kirchengeschichte.
franz.mali@unifr.ch

Beginnen wir mit der guten Nachricht: Bundesrat Pascal Couchepin hat am 21. Mai von der Universität St-Esprit de Kaslik das Ehrendoktorat erhalten. Die 1961 von der Maronitischen Kirche gegründete Privat-Universität ist in Jounieh angesiedelt, einer Stadt 15 km nördlich von Beirut. Sie pflegt ihre Lehre nicht nur auf Französisch und Arabisch, sondern auch auf Englisch – ist also dreisprachig – und zählt mit ihren mittlerweile zehn Fakultäten zu den renommiertesten Universitäten im vorderen Orient. Als erster Schweizer Bundespräsident hatte Pascal Couchepin den Libanon im Herbst 2008 besucht.

Einmischung mit Folgen

Das zweite, weniger erfreuliche Ereignis waren die Reaktionen auf einen Ende Mai im deutschen Nachrichtenmagazin «Der Spiegel» erschienenen Artikel mit neuen Vermutungen über die Urheber der Ermordung des früheren libanesischen Ministerpräsidenten Rafiq al-Hariri im Februar 2005. Zunächst hatten viele die Urheber dieses Anschlags im Ausland gesucht, vor allem in Syrien, weshalb die syrischen Besatzungssoldaten nach vielen Jahren den Libanon – Gott sei Dank – räumen mussten. Mit der Wiederaufnahme des Anschlags durch den «Spiegel» rückt ein innenpolitisch grosser Machtblock ins Zentrum, die Hisbollah, die inzwischen den Süden des Libanons kontrolliert und sich seit Jahrzehnten eine teilweise kriegerische Auseinandersetzung (2006: 34-tägiger Krieg) mit der israelischen Armee geliefert hat. Die jetzige Aufmerksamkeit aber wird von aussen lanciert, nämlich von einer Zeitschrift in Deutschland. Also ist die Angelegenheit wieder gerade nicht eine innerlibanesischer Aufarbeitung, sondern ein von aussen lancierter Nadelstich in die libanesischer Innenpolitik zwei Wochen vor der Parla-

mentswahl. Wie von der NZZ prognostiziert, löste der Artikel ein «politisches Beben» im Libanon aus und nicht nur libanesischer Politiker verwahrten sich gegen diese Nachricht in einem weltbekannten, aber nicht libanesischen Blatt. Schliesslich machten innert einer Woche nicht nur die USA dem Libanon ihre Aufmerksamkeit und bekundeten damit ihr Interesse an diesem Land, sondern auch Russland. Dessen mächtiger Aussenminister sah es wenige Tage nach Erscheinen des Artikels anlässlich seines Besuchs in Beirut als opportun an, gegen den Artikel Stellung zu beziehen. In welchen Abständen besuchen die Aussenminister der zwei mächtigsten Staaten der Welt die Schweiz?

Heikles Gleichgewicht der Mächte

Beide Ereignisse zeigen für mich typische Sensibilitäten der BewohnerInnen und der Politik des Libanons: Viele Jahrhunderte lang war der Libanon unter fremder Herrschaft und kleiner Teil eines grossen Imperiums. Das Land, das erst 1943 aus dem französischen Protektorat in die Unabhängigkeit entlassen worden war, hat innenpolitisch sehr fragile Verhältnisse; manche Gruppen suchen Unterstützung im Ausland, um sich innenpolitisch stärker zu präsentieren. Diese Suche nach Unterstützung wird dann aber von gewissen Grossmächten ausgenutzt. So gibt es neben den verschiedenen untereinander gespaltenen christlichen Gruppierungen die islamischen Gruppen der Schiiten (zu ihnen zählt auch die Hisbollah) und der Sunniten, die sich bekämpfen, dazu die Drusen. Wer mag, kann die Palästinenser zu den Sunniten rechnen. Sie alle verstehen sich nicht einfach als Gläubiger verschiedener Religionen oder Konfessionen, sondern infolge ererbter arabisch-islamischer Rechtsauffassung als unterschiedliche Volksgruppen, die um Einfluss ringen.

Welche Rolle die seit Jahrzehnten in Containern und Flüchtlingslagern lebenden Palästinenser dabei spielen, ist eine meiner offenen Fragen. Sie sind nach ihrer Vertreibung aus Nordisrael und später auch aus Jordanien, immer noch staatenlos; wenige nur erkennen ihnen ein Recht auf Rückkehr in ihr Land zu, aus dem sie vertrieben worden sind. Zugleich werden sie auch im Libanon nicht integriert, denn durch ihre Grösse und Bedeutung würde das ohnehin labile Verhältnis der in der Verfassung streng paritätisch festgeschriebenen Stimmrechte der politischen Gruppen aus den Fugen geraten.

Kleines Land muss kämpfen

Der Libanon hat etwa ein Viertel der Grösse der Schweiz und halb so viele EinwohnerInnen. Die aufblühenden Zeiten des Libanon als «Schweiz des Nahen Ostens» sind längst vorbei. Wiederholt wurden in den letzten 50 Jahren durch Kriege und Eroberungen wirtschaftliche Grundlagen des Landes empfindlich zerstört. Allein während des Krieges im Sommer 2006 wurden mehrere tausend vorwiegend zivile Ziele im ganzen Land, wie Strassen, Elektrizitätswerke, Strommasten, Treibstofflager, Flughafen, Telefonzentralen, Fabriken, Wohnhäuser u.a. von der See und aus der Luft beschossen und zerstört. Wie kann sich ein solches Land ohne bedeutende Rohstoffreserven erholen?

Und trotzdem wird der Libanon von Christen aus dem Nachbarland Syrien als christliches Land im Nahen Ostens bezeichnet. Warum? Weil im Libanon die Glocken der Kirchtürme geläutet werden dürfen! Das bewirkt nicht selten ein gleichzeitiges, oftmals bizarres Dröhnen oder Krächzen von Muezzin-Lautsprechern und Glocken in unmittelbarer Nachbarschaft. In Syrien bekommt man nur den Muezzin zu hören; Kirchenglocken zu läuten ist verboten.

Der Libanon sucht Allianzen auf vielen Seiten, um aus der engen Frontstellung zwischen Syrien und Israel herauszukommen. Erst durch ein freundschaftliches multilaterales Beziehungsnetz kann es gelingen, das Land gemeinsam aufzubauen. Es soll nicht von der einen oder anderen Grossmacht beherrscht werden, aber auch nicht wie ein Ball zwischen den übermächtigen Nachbarn oder den Weltmächten hin und her geschubst, oder gar – was noch schlimmer wäre – zerrieben oder zerrissen werden. Die vielfältigen Fähigkeiten seiner BewohnerInnen geben Mut, dass der Libanon nicht nur ein wunderschönes Gebirge ist, sondern wieder ein prosperierendes Land für alle Libanesen wird. ■



Impressum ■

Le magazine de l'Université de Fribourg
Das Magazin der Universität Freiburg

Nouvelles universitaires vol. 67/4

Rédaction : Communication & Marketing
Université de Fribourg
Av. de l'Europe 20, 1700 Fribourg
tél. 026 300 70 34
fax 026 300 97 03
e-mail: marcom@unifr.ch

Responsable : Laure Schönenberger
Rédaction permanente : Claudia Brühlhart,
Christine Carrard

Secrétariat : Antonia Rodriguez,
Denise Torche

Layout : Jean-Daniel Sauterel
Illustrations : Denis Kormann

Publicité : Go!Uni-Werbung AG,
Rosenheimstrasse 12, CH-9008 St. Gallen
Tel. 071 244 10 10
Fax 071 244 14 14
e-mail : info@gouni.ch

Tirage : 9'000 exemplaires

Papier : R4 Chorus couché brillant, blanchi
sans chlore; couverture 200 gm2, intérieur
115 gm2

Imprimerie : Saint Canisius, Fribourg

Prochaine parution : septembre 2009

Les opinions exprimées dans les articles
d'Universitas ne reflètent pas forcément
celles de la rédaction, mais témoignent de
la multitude des directions prises par la
recherche à l'Université de Fribourg.

Meinungen, welche in den Artikeln von
Universitas zum Ausdruck kommen, wider-
spiegeln nicht automatisch die Meinungen
der Redaktion. Sie bezeugen jedoch die
Vielfalt der Forschungsrichtungen an der
Universität Freiburg.

Nouveaux professeurs

Le Conseil d'Etat fribourgeois a approuvé l'engagement de Christoph Weder en tant que professeur ordinaire en chimie des polymères. Cet éminent scientifique a rejoint le 1^{er} avril l'Institut Adolphe Merkle.

Christiane Thompson a pour sa part été engagée en tant que professeure ordinaire en sciences de l'éducation à la Faculté des lettres.

Le gouvernement fribourgeois a également accepté l'engagement de Joris Ernest Van Wezemaal comme professeur associé de géographie humaine au Département de géosciences.

Quant à Wolfgang Taube, il a été nommé en tant que professeur associé en sciences du mouvement et du sport au Département de médecine.

Eröffnung des Institutes für Mehrsprachigkeit

Das Institut für Mehrsprachigkeit Freiburg wurde am 23. März 2009 unter Beisein von Bundeskanzlerin Corina Casanova, Staatsrätin Isabelle Chassot und Persönlichkeiten aus Politik und Wissenschaft offiziell eröffnet. Das 2008 gegründete Institut wird von der Universität und der Pädagogischen Hochschule Freiburg gemeinsam getragen. Es widmet sich der Mehrsprachigkeitsforschung in ihren unterschiedlichsten Facetten und berät und informiert Politik und Öffentlichkeit.

L'Europe à l'honneur

A l'occasion de la 34^e Journée de l'Europe, le journaliste, écrivain et professeur Peter Scholl-Latour a donné le 13 mai à Péroilles 2 une conférence intitulée «Vingt ans après la chute du rideau de fer – Perspectives d'un monde profondément transformé». Son analyse a dépeint une image sombre et énuméré les grands défis que l'Occident devra relever. Le lendemain, l'Université a ouvert l'auditorium Joseph Deiss à une autre manifestation publique sur l'Europe consacrée au thème de la crise, organisée par le canton de Fribourg. Ce dernier a accueilli deux jours durant le bureau de l'Assemblée des régions d'Europe (ARE), soit quelque 80 délégués en provenance de 38 régions européennes. Ils ont pris

part à un débat intitulé «Réponses régionales à la crise», qui a également réuni des représentants politiques et économiques du canton de Fribourg.

CORECHED-Preis 2009

Am 30. März 2009 wurde zum dritten Mal der CORECHED-Preis von Bund und Kantonen für herausragende Forschung im Bereich Bildung verliehen. Der mit 25'000 Franken dotierte Preis geht dieses Jahr an ein Forschungsteam um Prof. Dr. Franz Baeriswyl der Universität Freiburg. Im Zentrum der prämierten Studie steht die Thematik des Übertritts von der Primar- in die Sekundarstufe.

Le Centre Fries, propriété de l'Université

Le Grand Conseil fribourgeois a approuvé le 6 mai l'achat par l'Université de la propriété sise à la rue Techtermann 8, en ville de Fribourg. Locataire depuis de nombreuses années des bâtiments, l'Alma mater pourra ainsi s'en assurer l'utilisation. L'infrastructure, située à mi-chemin entre Miséricorde et Péroilles, regroupe le «Centre Fries», les services sociaux ainsi que les aumôneries de l'Université.

US-Ehrendoktor für Prof. Viviano

Der emeritierte Theologieprofessor Benedict Thomas Viviano wurde am 8. Mai mit dem Ehrendoktor des Aquinas Institute of Theology im US-amerikanischen St. Louis ausgezeichnet. Benedict Viviano ist ein «Fan» der Bibel seit er zwölf Jahre alt war. Aufgewachsen in St. Louis im amerikanischen Bundesstaat Missouri, trat er 1959 dem Dominikanerorden bei; 1966 folgte die Priesterweihe. In seiner Heimatstadt unterrichtete er über 11 Jahre lang am Aquinas Institute of Theology der Dominikaner. Danach lehrte er am Bibelinstitut in Jerusalem. Von 1995 bis im Dezember 2008 war Viviano Inhaber des französischsprachigen Lehrstuhls für Neues Testament an der Theologischen Fakultät der Universität Freiburg.

La rhétorique est de retour !

Née au V^e siècle av. J.-C. dans la Sicile grecque, la rhétorique – souvent définie comme une technique de persuasion, voire de manipulation – retrouve ses lettres de noblesse, après avoir longtemps été considérée comme l'apanage de discours emplis de démagogie. Une nouvelle formation pluridisciplinaire sera ainsi proposée dès la rentrée prochaine.

Corinne Rossari

Le sens du mot «rhétorique» fusionne les points de vue les plus divers. Traversant l'histoire de la culture occidentale, de l'Antiquité au vingtième siècle, en passant par la Scolastique médiévale et la tradition néo-classique, il est porteur d'un sens qui, loin de subir l'érosion du temps, s'est enrichi des apports épistémologiques successifs qu'il a intégrés dans son acception actuelle.

Une discipline plurielle et interactive

A l'origine la rhétorique est l'art de bien parler. Elle se constitue d'emblée comme une matière, comme un savoir susceptible d'être transmis. Mais comment, ayant trait à une compétence innée, la parole, la rhétorique a-t-elle pu se constituer en discipline ? L'art de bien parler s'apprendrait donc, à l'instar de celui de bien peindre, de bien danser, de bien jouer d'un instrument ? L'objet même de cette discipline, la parole, a placé la rhétorique au cœur d'un faisceau de problématiques aussi hétérogènes que versatiles. Ethique, en premier lieu : la capacité humaine du raisonnement, la «dialectique», doit-elle être envisagée comme discipline distincte, ou bien comme une partie intégrante de la rhétorique ? Les premiers théoriciens seront sensibles au risque d'utiliser les prestiges de la parole à des fins pernicieuses, comme l'illustrent les faux mais brillants raisonnements des Sophistes. Et que signifie savoir bien parler ? Est-ce être capable de persuader, de séduire, de manipuler, les trois à la fois ? La rhétorique entre alors en interaction avec des champs éminemment psychologiques et sociaux, tels que l'effet du discours sur son auditoire.

L'art de la parole creuse ?

Mais le bien parler se mesure aussi sur un plan purement esthétique. La rhétorique est ainsi appréhendée en tant que discipline artistique, le genre épictétique, aux confins de la littéra-

ture, la poétique et la stylistique. La dénomination des figures dites, et pour cause, «rhétoriques» est le fruit de la dimension esthétisante de la discipline, comme si savoir nommer permettait de mieux comprendre le beau. Mais cette dimension esthétique, qui lui permet de flirter avec les arts les plus nobles, est aussi la source de sa perte de prestige. La rhétorique, ce serait l'emballage, qui fait oublier le contenu. On s'offusque, face à un discours qui ne nous ne nous convainc guère en s'exclamant «C'est de la rhétorique !», laissant par là entendre que le contenu est détachable de sa formulation. La séparation supposée entre forme et fond, qu'a égrenée tout l'apprentissage scolaire depuis des siècles, est l'héritage direct de la distinction entre élocution et invention.

La rhétorique réhabilitée

Alors, évidemment, une discipline aussi plurielle, aussi confuse, s'est rapidement vue décriée à l'ère du positivisme. Et la voilà battue en brèche par sa sœur cadette du 20^{ème} siècle, la linguistique post-saussurienne, qui, elle, répond aux exigences scientistes de la modernité, en proposant de quitter la parole, objet fuyant et récalcitrant à toute tentative de modélisation, pour la langue, censément compatible avec un point de vue scientifique par excellence, le structuralisme. Certes, les années ont passé, les linguistes ont élargi leur champ d'études et voilà la parole revenue par la grande porte avec la pragmatique et ses acolytes appliqués, les sciences de la communication, qui ont fait fureur ces trente dernières années !

La boucle est bouclée. La rhétorique peut réapparaître, mais, cette fois, dans un cadre où forme et fond, parole comme objet d'étude et parole comme compétence perfectible, sont intimement associés. ■

Corinne Rossari est professeure associée au Département de français, responsable scientifique du programme d'études secondaires en rhétorique.

corinne.rossari@unifr.ch
<http://www.unifr.ch/lf/news/pub/news.files/gt01ab88bp/rhetorique20092011.pdf>

Les nouveaux master de la rentrée d'automne 2009

Mit fünf neuen Masterstudiengängen und einem komplett überarbeiteten Bachelor- und Masterstudiengang wird die Alma Mater die Studierenden zum Herbstsemester 2009 begrüßen. Die Neuerungen betreffen die Theologische, die Rechtswissenschaftliche und die Philosophische Fakultät.

new

La rentrée au semestre d'automne 2009 s'annonce riche en nouveautés. Alors que la Faculté de théologie propose un programme d'étude profondément remanié, la Faculté de droit offrira un nouveau master sur le droit interculturel des affaires. La Faculté des lettres pour sa part affiche quatre nouveaux master traitant de la muséologie, de la sociologie, des sociétés plurielles et de la pédagogie.

«Etudes du christianisme et des religions»

La Faculté de théologie a remanié de manière importante le programme d'études (BA/MA) intitulé «Etudes du christianisme et des religions». Il permet d'approfondir la connaissance théologique, historique, juridique et sociologique des différentes religions avec un accent particulier sur le christianisme. Cette formation propose aussi des modules dans d'autres facultés. La faculté propose par ailleurs 14 programmes de spécialisation théologique en master. Ces spécialisations touchent tous les domaines (études bibliques, histoire de l'Eglise, patristique, théologie dogmatique, éthique, philosophie, oecuménisme, sciences liturgiques, théologie pastorale, sciences des religions, etc.). L'étudiant-e peut ainsi approfondir un domaine particulier qui sera celui de son travail de master. Finalement, la faculté offre des options pour les étudiant-e-s qui suivent un programme secondaire dans la faculté; les étudiant-e-s peuvent de cette manière déterminer le département particulier (bible, histoire de l'Eglise, sciences de la foi et des religions, éthique, théologie pratique) dans lequel ils effectueront leur domaine II en théologie.

Master of Laws in Cross-Cultural Business Practice

Ab September 2009 begrüsst die Universität Freiburg Studierende aus der ganzen Welt zum neuen «Master of Laws in Cross-Cultural Business Practice (LL.M.)». In Zusammenarbeit mit den Rechtsfakultäten der Universitäten Bern und Neuenburg bietet die Alma Mater damit einen neuen pluridisziplinären und ganzheitlichen Ansatz des Unternehmensrechts. Zum Curriculum der angebotenen Kurse gehören Unternehmensanthropologie (Business Anthropology), Unternehmensethik (Business Ethics) oder auch Unternehmenspsychologie (Business Psychology).

Master commun en études muséales des universités romandes

Les Universités de Fribourg, Genève, Lausanne et Neuchâtel offriront un programme de master original, dont l'objectif est de permettre aux étudiant-e-s d'acquérir des compétences théoriques et pratiques en muséologie. Original, ce programme ne l'est pas seulement parce qu'il est commun aux quatre universités, mais aussi parce qu'il rassemble des étudiant-e-s de disciplines très diverses comme l'archéologie, l'histoire de l'art ou la philosophie des sciences, pour n'en citer que quelques-unes, autour de la même passion, la conservation et la mise en valeur d'objets et de réalisations propres à ces disciplines. Outre un mémoire de master, ce programme comporte un bloc de muséologie générale, un stage prolongé dans un musée et des approfondissements dans la discipline retenue. L'immatriculation se fait dans l'université dans laquelle l'étudiant-e entend suivre cette dernière discipline.



Master de sociologie

La Faculté des lettres ouvre également un Master de sociologie. Ce programme se caractérise par des liens étroits entre les théories sociologiques et la recherche appliquée pour permettre l'analyse des changements organisationnels, des recompositions institutionnelles et des (re-)configurations des enjeux collectifs. La compréhension de la genèse et du mode de fonctionnement des institutions dans les domaines de la culture, de la politique et de l'économie ainsi que les actions et réactions des acteurs, individuels, collectifs ou institutionnels, pour les modifier ou en créer d'autres sont au centre des études. Les connaissances de recherche appliquée acquises dans les études de Bachelor, couvrant tant les méthodes qualitatives que les méthodes quantitatives, seront élargies et approfondies en outre par des méthodes d'analyse de données longitudinales, d'informatisation des données qualitatives, d'analyse comparative et d'analyse conversationnelle.

Master «Sociétés plurielles : cultures, politique et religion»

La Faculté des lettres propose en outre un master intitulé «Sociétés plurielles : cultures, politique et religion». Conçu pour répondre à la complexité des sociétés actuelles, ce programme interdisciplinaire fournit les outils indispensables à la gestion des relations interethniques, interreligieuses et interculturelles, des rapports entre les générations, de l'articulation entre pensée religieuse et cultu-

relle, des questions liées aux changements politiques. Combinant de manière originale et innovante les approches de l'anthropologie sociale, de la science politique, de la sociologie et de la science des religions, il permet à l'étudiant-e de composer son programme en fonction de sa formation antérieure, de ses intérêts et de ses visées professionnelles.

Master «Frühkindliche Bildung und pädagogische Beratung»

Der mit dem Herbstsemester startende Masterstudiengang «Frühkindliche Bildung und pädagogische Beratung» ist darauf ausgerichtet, Studierende mit Kompetenzen als Antworten auf die folgenden beiden Fragen auszustatten: 1) Wie soll frühkindliche Bildung, Betreuung und Erziehung konzipiert werden, damit alle Kinder ein optimales Fundament für eine erfolgreiche Schul- und Lebenslaufbahn erwerben können, ohne dass das Schulcurriculum einfach vorverlegt wird? 2) Über welches Wissen sollen Bildungs- und Sozialdepartemente, frühkindliche Bildungsinstitutionen und Ausbilderinnen und Ausbilder verfügen, um frühkindliche Bildung implementieren und erfolgreich umsetzen zu können? Die angestrebte wissenschaftliche und praxisorientierte Professionalisierung soll sowohl durch die Verpflichtung international anerkannter Fachleute sichergestellt werden als auch durch die direkte Zusammenarbeit mit frühkindlichen Bildungs- und Betreuungsinstitutionen in der deutschen, französischen und italienischen Schweiz. ■

Le récit viatique pour changer de regard

Saint Augustin disait : «Le monde est un livre et ceux qui ne voyagent pas ne lisent qu'une page». Ce n'est assurément pas le cas de la Chaire de littérature espagnole et hispano-américaine qui a parcouru la Péninsule ibérique et l'Amérique latine afin de constituer un répertoire de plus de 600 textes dans le but de réaliser une étude consacrée au récit viatique au XX^e siècle.

Julio Peñate Rivero

projet

Le voyage est un élément constitutif de l'histoire humaine, construite au cours des siècles à travers les déplacements renouvelés des individus et des collectivités. Il a également marqué les débuts de la littérature occidentale (la quête du héros sumérien Gilgamesh à la recherche de l'immortalité) ainsi que des grands textes de l'âge classique (le retour d'Ulysse, les pérégrinations d'Énée) et il est présent dès les premiers grands textes de la littérature hispanique jusqu'à nos jours, en passant par les lettres de Christophe Colomb, les chroniques du Siècle d'Or sur le Nouveau Monde, le roman picaresque, les récits de voyages scientifiques, ceux des écrivains romantiques et réalistes du XIX^e siècle, etc. Cependant, c'est au XX^e siècle que ce processus prend un développement exponentiel : la quantité des récits, le niveau de leur prétention esthétique, leur diversité thématique et structurelle, l'intérêt croissant des maisons d'édition et des mass média donnent au phénomène une notoriété jusqu'alors inconnue. Il est ainsi devenu l'un des chapitres les plus représentatifs (et curieusement l'un des moins étudiés) de ce siècle et peut-être même de la modernité littéraire.

A la hauteur des ambitions

Depuis mars 2008 et grâce au soutien du Fonds National Suisse, la Chaire de littérature espagnole et hispano-américaine a mis en route un projet de recherche particulièrement ambitieux, tant sur le plan qualitatif (méthodologie employée) que quantitatif (nombre de textes analysés), en se concentrant sur le XX^e siècle et sur les récits de voyages factuels (non fictionnels). Ce domaine de recherche comporte certainement des difficultés très sérieuses : constitution du corpus, complexité structurelle des

récits (qui mettent en jeu de multiples modalités discursives), richesse de ses composants (textes, photos, cartes, itinéraires, bibliographies), évolution historique, réception, place dans l'histoire littéraire, etc. Pourtant, si ces difficultés aident à expliquer l'état actuel de l'étude de l'objet, elles supposent aussi un formidable défi pour l'affronter et obtenir des résultats concrets et fiables.

Une quête titanesque

Des recherches documentaires ont été effectuées dans bon nombre des grandes bibliothèques d'Espagne et d'Amérique latine pour constituer un Répertoire général composé de 635 textes d'auteurs hispaniques en provenance de vingt pays hispano-américains et dont une centaine est en train d'être étudiée en détail pour devenir ainsi le Corpus de référence. Les récits ont été retenus à partir d'une grille de critères assez large : textes déjà reconnus comme canoniques par l'institution littéraire, textes d'écrivains confirmés mais qui demeurent inconnus dans le domaine du récit viatique (García Márquez, Matto de Turner ou Sender), textes peu connus mais d'intérêt indubitable, représentatifs de l'ensemble des pays hispaniques et des différentes périodes du XX^e siècle et, pour finir, textes émanant principalement de la modalité la plus caractéristique de la littérature viatique contemporaine, celle du voyage volontaire (où la «curiositas» prévaut sur la «necessitas»). Un schéma d'analyse a ensuite été construit afin d'être projeté sur chacune des œuvres faisant l'objet de l'étude, ce qui permet d'analyser les différents récits à partir de critères semblables, de dégager les caractéristiques de chaque période du siècle et, le cas échéant, de modi-

Julio Peñate Rivero est professeur ordinaire au Département des langues et littératures romanes. julio.penate@unifr.ch

fier ledit schéma afin qu'il reste fiable, flexible et opérationnel.

La narration viatique et ses spécificités

Les résultats intermédiaires de la recherche sont particulièrement encourageants et cela à plusieurs niveaux. Premièrement, de nombreux concepts tels que digression, description, paratexte, logique de la progression narrative ou génétique textuelle ont dû être revisités à partir de leur fonction réelle dans les textes : la «poétique» du voyage implique non seulement un vocabulaire mais aussi une véritable grammaire qui lui soit propre et qui suppose parfois une complète redéfinition de concepts et de catégories narratives habituelles (par exemple, la digression, plutôt mal perçue dans le genre romanesque, devient un composant essentiel de la narration viatique).

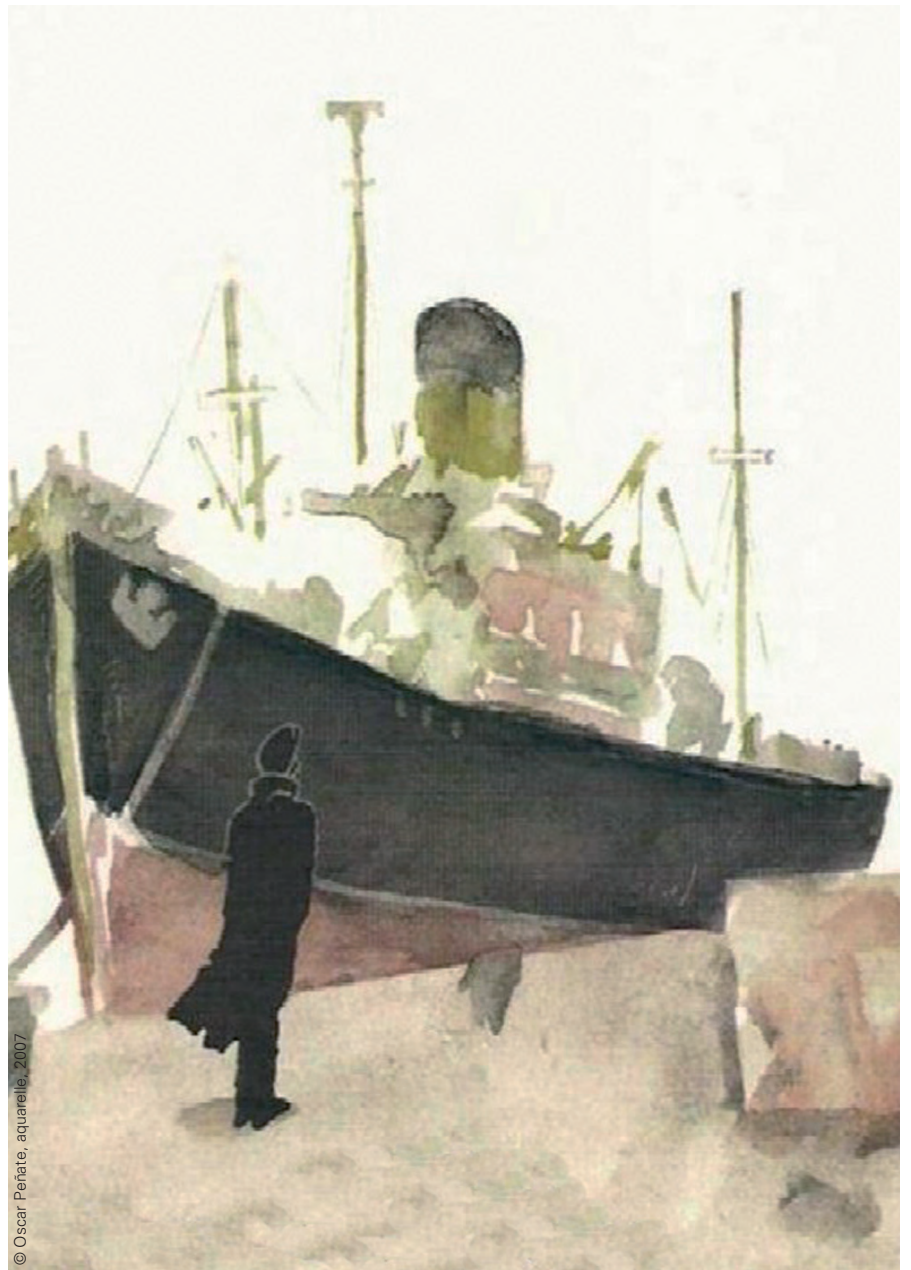
Deuxièmement, un ensemble de traits discursifs, considérés comme significatifs dans les récits de la première période du XX^e siècle (1900-1939), ont été isolés. Ils concernent aussi bien la structure textuelle que la position de l'auteur-narrateur, la perception du destinataire, l'intratextualité et la fictionalisation inévitable du discours viatique. Leur mise en rapport avec les périodes suivantes (1940-1979 et 1980-2000) permettra de confirmer ou d'infirmer s'ils sont exclusifs de cette première période ou constitutifs de l'ensemble du siècle.

Nouvelle altérité du regard

Troisièmement, l'étude a permis de dégager des sous-ensembles thématiques qui paraissent pertinents et très stimulants pour la recherche dans ce domaine : la spécialisation selon les périodes sur certains espaces (le voyage en Russie vers le milieu du siècle et vers l'Afrique noire pendant les années quatre-vingt), la spécificité possible du voyage au féminin, la «redécouverte» de l'Espagne et de l'Amérique latine par le voyageur de la période franquiste, la nouvelle conscience de faire partie d'une tradition viatique et littéraire, l'essai comme composant discursif incontournable et, surtout, la consolidation de l'altérité du regard. En effet, la vision des conquistadores et des colonisateurs sur l'Autre américain a cédé sa place au regard, pas toujours tendre, des visiteurs hispano-américains sur l'Espagne

et l'Europe des XIX^e et XX^e siècle, tandis que les visiteurs provenant de l'ancienne métropole ont dû modifier leur image d'eux-mêmes et des nouvelles nations américaines.

Suivre cette modification du regard et les variétés auxquelles elle donne lieu justifie déjà cette recherche, qui dépasse ainsi le champ littéraire pour embrasser celui de l'ensemble des sciences humaines.



© Oscar Peñate, aquarelle, 2007

«Ich habe immer für die Mehrheit geschrieben»

Magali Jenny hat mit ihrem Buch über Heiler in der Westschweiz alle überrascht, am meisten sich selbst: Ihr Werk ist mit fast 40'000 verkauften Exemplaren ein Bestseller geworden. Universitas hat die Freiburger Ethnologin und Religionswissenschaftlerin in ihrem Büro in der Miséricorde besucht.

Interview Claudia Möri

portrait

Universitas: Sie haben sich innert weniger Wochen von der anonymen Ethnologin in eine Schweizer Bestsellerautorin verwandelt. Wie haben Sie diese Veränderung verarbeitet?

Magali Jenny: Am Anfang machte mir das wirklich Angst. Es ging alles rasant, ich musste sehr schnell reagieren und überall sein. Am Anfang des Jahres war ich wirklich erschöpft und dachte, ich breche zusammen. Irgendwann merkt man dann, das Leben geht normal weiter. Mir war lange nicht bewusst, dass das Buch so ein enormer Erfolg ist. Wirklich stolz war ich, als ich zum ersten Mal an einem Sonntag in der Zeitung die Bestsellerliste abgedruckt sah und mein Name zuoberst stand. Ich dachte, das kann doch gar nicht wahr sein! Bei jeder Auflage denke ich, so, das ist die letzte. Und nun sind wir bei der sechsten angelangt. Einfach unglaublich!

Verspüren Sie nun einen gewissen Erfolgsdruck?

Ich denke gar nicht daran. Es gibt Leute, die mir sagen, nun da ich bereits bei meinem ersten Buch einen so grossen Erfolg erzielt habe, werde es künftig schwierig sein, alle würden weitere Erfolge erwarten. Ich teile diese Meinung nicht. Ich habe einmal in meinem Leben einen Bestseller geschrieben und ich bin mir bewusst, wie einmalig dies ist. Ich schreibe nicht, um Bestseller zu schreiben, sondern weil es einem Bedürfnis entspricht. Und ich bin zufrieden, auch wenn von meinem nächsten Buch nur tausend Exemplare verkauft werden sollten.

Sie arbeiten an Ihrer Doktoratsarbeit zu Wallfahrten von Motorradfahrern. Basiert auch dieses Thema auf einem persönlichen Interesse?

Ja, das spielt für mich eine grosse Rolle, ich kann so Arbeit und Vergnügen miteinander verbinden. Mir hilft meine Leidenschaft fürs Motorradfahren sehr: Man fühlt sich oftmals sehr alleine bei seiner Forschung und es gibt wirklich schwierige Momente in einem Doktorat. Darum erforsche ich ein Thema, das mich wirklich interessiert. So gehe ich auch gerne sonntags, wenn ich eigentlich frei hätte, an eine Segnung von Motorrädern, weil ich mit Freunden hingehen kann und mit meinem eigenen Töff. Das ist Vergnügen trotz Arbeit.

War es für Sie von Anfang an klar, dass Sie neben der wissenschaftlichen Arbeit über die Heiler auch ein Buch verfassen wollen für das breite Publikum?

Ja. Direkt nach dem Abschluss des Studiums habe ich meine Lizentiatsarbeit über Heiler im Kanton Freiburg an sämtliche Verlagshäuser der Westschweiz geschickt. Daraufhin musste ich mehr als zwei Jahre warten, bis sich endlich etwas mit den Editions Favre ergeben hat. Der Verlag wollte, dass ich das Buch neu schreibe und die Recherche auf die gesamte Westschweiz ausdehne. Zudem hatte er die Idee der Adressliste der Heilerinnen und Heiler. Der grosse Erfolg des Buches hängt sicher sehr stark mit dieser Liste zusammen – obwohl mich gerade diese Liste anfänglich nicht sonderlich begeisterte. Aus meinem akademischen Denken heraus wollte ich die Quellen schützen. Was mich dann ein wenig getröstet hat, war die Tatsache, dass diese Liste den Leserinnen und Lesern tatsächlich nützlich sein kann. So habe ich schliesslich von mir aus mit allen im Buch erwähnten Personen Kontakt aufgenommen und sie gebeten, mir mitzuteilen, ob sie namentlich erwähnt werden möchten. In der

Folge habe ich etwa 20 Personen aus der Auflistung gestrichen.

Bei der Vorbereitung der Publikation prallten also die akademische Sichtweise und die unternehmerische Perspektive des Verlags aufeinander?

Ja, die Denkweise des Verlags unterscheidet sich wirklich von der akademischen. Ein Verlag, das ist Business, es müssen möglichst viele Bücher verkauft werden, um das Überleben des Verlags zu sichern. Für mich war nur wichtig, dass meine Lizentiatsarbeit nicht einfach in einer Bibliothek verstaubt. Mein Ziel war es keinesfalls, Geld zu verdienen oder Schriftstellerin zu werden – auch wenn es jetzt passiert ist. Ich habe immer gedacht, es wäre so schön, einfach ein paar Bücher verkaufen zu können. Es war nicht einfach, sich vom akademischen Denken in diese neue Welt hinein zu versetzen.

Werden Sie auch Ihr Doktorat über Wallfahrten von Motorradfahrern zu einem Buch für das breite Publikum verarbeiten?

Ja, das will ich unbedingt! Und jetzt ist es natürlich anders: Ich kenne das Vorgehen und ich habe einen Verlag, der wahrscheinlich wiederum einverstanden wäre, etwas mit mir zu machen. Ich habe schon immer für eine Mehrheit geschrieben, bereits bei meiner Lizentiatsarbeit und hoffentlich auch mit meinem Doktorat. Es mag nach einer Lappalie klingen, aber wenn man wirklich von einem Thema für eine Bachelor-, Master- oder Doktoratsarbeit überzeugt ist, dann lohnt es sich dafür zu kämpfen. Ich habe daran geglaubt, dass mein Forschungsthema interessiert und mich deshalb auch für das Buchprojekt engagiert. Bei meinem Doktorat musste ich auch erst meinen Professor überzeugen, doch schliesslich hat es geklappt.

Mein ganzer bisheriger Werdegang an der Universität war kein gradliniger Weg: Ich habe in Genf ein Jahr lang die Übersetzer-schule besucht, dann habe ich ein Medizinstudium begonnen und erst mit 30 schliesslich Ethnologie in Bern studiert und dieses Studium durchgezogen. Vorher habe ich tausend Sachen gemacht und alles hat mir später etwas gebracht, alles. Es lohnt sich zu kämpfen, wirklich.

Wie werden Sie nun Ruhm und Tantiemen einsetzen für Ihre künftigen Projekte?

Ich habe mir keine Strategie überlegt. Wann immer sich die Gelegenheit bietet, erwähne ich meine Doktoratsarbeit und versuche sie so



Magali Jennys Doktorat «Wallfahrten von Motorradfahrern» verbindet Arbeit und Vergnügen.

quasi zu verkaufen. Mein Ziel ist es, bei den Medienschaffenden Interesse dafür zu wecken und allenfalls Türen für später zu öffnen.

Die Einnahmen aus dem Buchverkauf geben mir eine gewisse Sicherheit und vor allem Freiheit: Ich habe mir neue Software für den Computer gekauft, kann mir besseres technisches Material für Interviews leisten und meine Feldforschung im In- und Ausland selber finanzieren. So kann ich beispielsweise für meine teilnehmende Beobachtung Wallfahrten nach Alessandria (Italien) oder Porcaro (Frankreich) begleiten und diesen Sommer in Finnland an einem Symposium zu Wallfahrten teilnehmen. Last but not least hab ich mir ein neues Motorrad gegönnt: Eine Ducati Monster 696. ■

Zur Person:

Magali Jenny wuchs in La Corbaz im Saanebezirk auf und wohnt seit mehreren Jahren in der Stadt Freiburg. Sie hat an der Universität Bern Sozialanthropologie mit Schwerpunkt Ethnomedizin studiert. Die 37-jährige ist seit zwei Jahren am Seminar für Religionswissenschaft als Assistentin tätig und arbeitet gegenwärtig an ihrem Doktorat über Wallfahrten von Motorradfahrern.

Magali Jenny: «Guérisseurs, rebouteux et faiseurs de secret en Suisse romande», Edition Favre.

Chunsch druus: Vom Seminar in die Schulstube

Am Department für Mehrsprachigkeits- und Fremdsprachenforschung der Universität Freiburg ist ein neuartiges Lernprogramm entstanden. **Chunsch druus?** hat zum Ziel, Hörverstehenskompetenzen schweizerdeutscher Dialekte effizient zu entwickeln und verbindet die Konzepte der Mehrsprachigkeitsforschung mit den praktischen Bedürfnissen verschiedener Gruppen von Sprachlernenden.

Raphael Berthele, Martin Müller, Lukas Wertenschlag

lecture



*Chunsch druus?
Schweizerdeutsch verstehen – die
Deutschschweiz verstehen
Edition: schulverlag blmv AG, Bern*

Selbst wenn die höflicheren Deutschschweizer im Beisein von Anderssprachigen in die Standardsprache wechseln, gibt es doch viele Situationen, in denen Zugewanderte und Mitschweizer sich gerade wegen der kommunikativen Dominanz der lokalen Dialekte ausgeschlossen vorkommen. Zwei Forderungen werden in diesem Zusammenhang laut: Entweder soll Standardsprache gesprochen oder der Dialekte in den Unterricht aufgenommen werden. Ein dritter Weg geht oft vergessen: Zumindest in einem ersten Schritt ist es ausreichend und bereits sehr nützlich, wenn Verstehenskompetenzen aufgebaut werden.

Der Wiedererkennungseffekt

Ein aktueller Schwerpunkt am Departement für Mehrsprachigkeitsforschung ist die empirische Erforschung von Rezeptionsprozessen in Fremdsprachen. In verschiedenen Projekten werden Fragen der linguistischen Distanz von Mutter- und Fremdsprachen, individuellen sprachlichen Repertoires sowie deren Einfluss auf das Verstehen erforscht. Dabei spielt der Sprachvergleich eine wichtige Rolle: Innerhalb von Sprachgruppen, die sich strukturell und lexikalisch nahe stehen, ist der Erwerb von rezeptiven Kompetenzen wenig aufwändig. Auf dieser recht trivialen Erkenntnis basieren europäische Projekte wie etwa das EuroCom-Konzept. Weniger trivial ist es jedoch zu spezifizieren, was noch als strukturell oder formal nahe zu gelten hat, bei welchen Elementen also Sprachbenutzer sofort die Bezüge über Sprachgrenzen hinweg entdecken und wo dies nicht mehr so leicht möglich ist. Diese Fragen sind mitnichten geklärt, doch lag es für das Projekt Chunsch druus? nahe, Konzepte und Fragestellungen aus der Forschung zu den rezeptiven Kompetenzen aufzugreifen und zumindest ansatzweise fruchtbar zu machen. Eine Schwierigkeit dabei war, dass sich

Dialekte hauptsächlich in auditiver Form manifestieren. Eine Fremdsprache (fast) ausschliesslich über das Hören zu lernen widerspricht den gängigen schulischen Fremdsprachenlernerfahrungen, da Rezeption im gesteuerten, schulischen Sprachlernprozess – im Gegensatz zum ungesteuerten Lernen – hauptsächlich über das Auge und nicht über das Ohr läuft.

Die Tücken des Schweizerdeutschen

In Lehrveranstaltungen am Departement für Mehrsprachigkeits- und Fremdsprachenforschung wurden die Grundlagen für das Konzept des Lernprogramms erarbeitet. Ausgewählte Vertreter von Zielgruppen des Lernprogramms wurden befragt, um herauszufinden, in welchen Kontaktsituationen Dialektkompetenzen als besonders wichtig erscheinen. Die Resultate dieser Befragungen definierten dann u.a. die Themenbereiche, die das Lernprogramm in seinen acht Kapiteln abdeckt.

Ein wichtiger Teil dieser Vorarbeiten war auch, über die Methode des Lauten Denkens und über retrospektive Verbalprotokolle die linguistischen Kontraste herauszuarbeiten, die für das (Nicht-)Verstehen der Schweizerdeutschen Varietäten relevant sind. Natürlich gibt es viele markante Unterschiede in der Lautung. Diese Entsprechungen sind jedoch über deutsche Varietäten hinweg recht systematisch. Der Wortschatz insgesamt wird gleichzeitig immer einheitlicher. Wer also gewisse Regularitäten erkennt, der kann einen Grossteil des scheinbar unverständlichen Wortschatzes eines Dialektes sofort erschliessen.

Dagegen zeigte sich, dass es selbst für Personen mit sehr guten Kompetenzen in der deutschen Standardsprache sehr schwierig war, den Lautstrom zu segmentieren. Dies hängt damit zusammen, dass in schweizerdeutschen Varietäten

täten – im Gegensatz zur Standardsprache, dafür ähnlich wie das Französische – Wort- und Morphemgrenzen lautlich weniger deutlich markiert werden (vgl. Bsp.). Auch verbinden sich oft für die Segmentierung von Sätzen wichtige Wörter wie Artikel mit ihren Nachbarn (z.B. mit Präpositionen: ufeme Baum = auf einem Baum). Im Gegenzug wird die Silbenstruktur (Konsonant-Vokal) für die Aussprache optimiert (etwa in wo-n-i=wo ich). Das macht die Sprachen rezeptiv – im Vergleich zur Standardsprache – schwierig.

Das Resultat

Sprachpolitisch wird mit dem Lernprogramm das Ziel verfolgt, Nicht-Dialektsprechern den Zugang zu diesem Code zu öffnen und Verständnis für die Sprachsituation in der Deutschschweiz zu schaffen. Dies erfolgt in Einklang mit dem von Europarat und der EU geförderten Konzept der rezeptiven Mehrsprachigkeit. Gleichzeitig soll das Konzept als Modell dienen für die Übertragung auf andere Sprachen (z.B. Italienisch). Bildungspolitisch kann das Projekt den Deutschunterricht in der französisch- und italienischsprachigen Schweiz stützen, nicht im Sinne eines zusätzlichen Schulfaches, sondern als sinnvolle Ergänzung für ausgewählte Zielgruppen.

Im Sinne eines ressourcen-orientierten Lernens ermöglicht das Lernprogramm zum Beispiel, die Kontraste zwischen Standard und Dialekt im Rahmen von Hörverstehensaufgaben mit authentischem Material herauszuarbeiten und das sprachbezogene Wissen der Lerner zu aktivieren – und zwar durch Aufgaben zum Sammeln, Vergleichen und Systematisieren von Gemeinsamkeiten und Unterschieden. Diese Aktivitäten ermöglichen kognitives Lernen und bauen Regelwissen auf, das in anderen Rezeptionssituationen vom Lerner wieder abgerufen werden kann.

Segmentierungsprobleme

- Silbenoptimierung („Verbindungs-n“ bzw. Sandhi), „Ich ha~~n~~ äs Buech“, „no-n-e schöne-n Aabel!“, „wo-n-i ggange bi“; („e“-Einschub) gmolet, gruederet, er muulet; Stirne, de Böle/de Balle

Beispiel: Optimierung der Silbenstruktur in Deutschschweizer Dialekten

Die Übungen wurden hauptsächlich auf der Grundlage von authentischen Radio- und TV-Sendungen erstellt. Zusätzlich können mit einem «klingenden Wortschatz» (Online) verschiedene Dialekte verglichen oder je nach Bedürfnis die regionalen Varianten von Bern, Zürich, Basel oder St. Gallen angewählt und bearbeitet werden.

The screenshot shows a web-based exercise interface. At the top, it says 'Wohned Si scho lang do?' and 'Übungen zu diesem Kapitel >>'. Below this, there are two text boxes. The first one contains questions: 'Wo wohsch?/ Wohär chunnsch?', 'Was schaff'sch?', 'Und wie gohts de'Familie?', 'Hesch dä Typ gseh?', and 'Was zalsch für dini Wohnig?'. To the right of these questions is a dropdown menu with options: 'Baseldeutsch', 'Berndeutsch', 'St. Galler-Deutsch', and 'Zürichdeutsch'. Below the first text box is a second one with the same header 'Wo wohsch?/ Wohär chunnsch?' and a small eye icon. Underneath, there are two lines of text: 'wohnen Also, wohnen Sie schon lange da? Und woher kommen Sie ursprünglich?' and 'leben Und, wo leben Sie jetzt?'. On the far right, there is a 'Downloads' section with a list of links: 'Printmaterial', 'mp3 Baseldeutsch', 'mp3 Berndeutsch', 'mp3 St. Gallerdeutsch', and 'mp3 Zürichdeutsch'.

Beispiel Klingender Wortschatz online: Verschiedene Dialekte hören – Standardsprache lesen

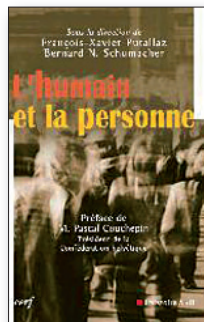
Da das Projekt über Stiftungsgelder finanziert werden konnte, war es möglich, Studierende des Departements in die Entwicklung einzubeziehen (an der Entwicklung des Lernprogramms waren beteiligt: Sabrina Gerhartl, Anisa Halilbasic, Irmtraud Kaiser, Elisabeth Peyer, Naomi Shafer) und sie dafür auch zu entlohnen. Damit konnte Nachwuchsförderung von Lernprogrammautoren und -autorinnen betrieben werden – ein grosses Desiderat in der Schweiz. ■

lectures



Lushnycky Andrej,
Riabchuk Mykola (eds)
**UKRAINE ON ITS MEANDERING PATH
BETWEEN EAST AND WEST**
ISBN 978-3-03911-607-2

The Orange Revolution in Ukraine sought to overthrow the ancien régime and to replace it with younger, more democratic leaders. At the same time it was a declaration that Ukraine was truly a European nation that duly embraced the democratic values of the West. However, disappointment soon replaced the euphoria of the victory. This volume attempts to show the elements of change and conflict that have arisen since the Orange Revolution and to explain some of Ukraine's challenges today on its meandering path between East and West.



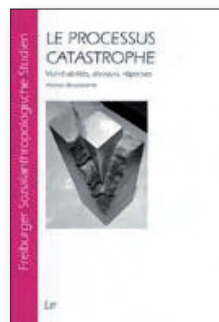
Putallaz François-Xavier,
Schumacher Bernard
L'HUMAIN ET LA PERSONNE
ISBN 978-2-204-08722-3

La dignité humaine a pour elle la force de l'évidence. Toutefois, les difficultés commencent dès lors qu'il s'agit d'en thématiser la signification et d'en fournir une explication précise. Fruit d'importantes collaborations entre vingt personnalités issues du monde universitaire européen, cet ouvrage a pour ambition de prendre un pas d'avance sur le débat éthique qui traverse nos sociétés. Il faut en effet se rendre à l'évidence : toute option morale repose en fin de compte sur une conception de l'homme.



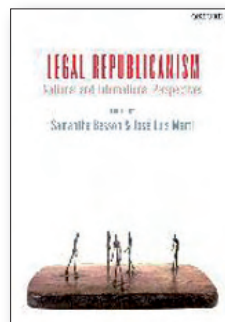
Pakoci Daniel
SOZIALHILFE IN DER SCHWEIZ
ISBN 978-3-7253-0913-9

Die Schweizer Sozialhilfe befindet sich in einer schwierigen Situation: Ihre Ausgaben steigen, die Problemlagen der Sozialhilfebeziehenden werden vielschichtiger, die öffentliche Kritik nimmt zu. Der Band fasst die Hauptergebnisse einer Nationalfondsstudie über den gegenwärtigen Umbruch im Sozialhilfewesen zusammen. Das sozialpolitische Hilfeverständnis, die Sicht der politischen Parteien auf die Sozialhilfe sowie unterschiedliche kantonale Strategien der Armutsbekämpfung gehören zu den Themen des vorliegenden Werkes.



Boscoboinik Andrea
**LE PROCESSUS CATASTROPHE.
VULNÉRABILITÉS, DISCOURS, RÉPONSES**
ISBN: 978-3-8258-1754-1

Ouragans, tremblements de terre, tsunamis... Les «catastrophes naturelles» seraient en augmentation. Pour comprendre ces phénomènes, il faut tenir compte du contexte social, politique et économique ainsi que de la vulnérabilité des populations touchées. Par une approche socio-anthropologique, cet ouvrage explore le processus de la catastrophe : les conditions qui la favorisent, les discours qui la construisent et les conséquences susceptibles d'en découler.



Besson Samantha,
Martí José Luis (eds)
**LEGAL REPUBLICANISM - NATIONAL
AND INTERNATIONAL PERSPECTIVES**
ISBN 978-0199559169

Interest in republicanism as a political theory has burgeoned in recent years, but its implications for the understanding of law have remained largely unexplored. Legal Republicanism is the first book to offer a comprehensive, critical survey of the potential for creating republican accounts of fundamental issues in law and legal theory. The essays in this volume assess republicanism's historical traditions, conceptual coherence, and normative proposals.



Mortimer Anthony,
Nichols J. G. (translators)
Dante Alighieri: Rime
ISBN: 978-1-84749-077-3

Although the Divina Commedia and the Vita Nuova are available in many excellent English versions, translators have so far neglected the miscellaneous poems of Dante known as the Rime. Anthony Mortimer and J. G. Nichols provide a new verse translation that respects both the form and the spirit of the original. The Rime show Dante experimenting with a variety of genres and broadening both his technical and his emotional range.

Uni shop



www.unifr.ch/unishop



Viva Italia Cucina tradizionale!

Bei uns erleben Sie die wahre Italianità mit typischen Spezialitäten wie ausgezeichnete Pizzas, hausgemachte Teigwaren, erlesene Fleisch- und Fischgerichte sowie feine Dolci. Und brauchen dabei Ihren Geldbeutel nicht zu strapazieren!

Als SchülerInnen, StudentInnen und Lehrbeauftragte essen Sie bei uns gegen Vorweisung Ihrer Legi 15 Prozent günstiger!

Gilt auch für eine Begleitperson.

Ristorante Pizzeria Molino

Rue de Lausanne 93, 1700 Fribourg, Telefon 026 / 322 30 65

7 Tage in der Woche,
365 Tage im Jahr offen:

Montag bis Donnerstag
von 07.00 bis 23.30 Uhr

Freitag und Samstag
von 07.00 bis 24.00 Uhr

Sonntag
von 08.00 bis 23.30 Uhr

Durchgehend
warme Küche

www.molino.ch



READY TO FINE-TUNE YOUR CAREER?

Teamwork. Technical expertise. Diversity. That's what success sounds like at Dell. With our talented staff and industry-leading technology, we provide an exceptional experience for both our customers and our employees.

Join us, and you'll work in a dynamic environment with other talented, ambitious people. And you'll get everything you need to push your personal career goals even higher.

Like what you hear? Check out our career opportunities, and discover just how bright your future can be.

TO HEAR MORE, VISIT DELL.CH

Workforce diversity is an essential part of Dell's commitment to quality and to the future. We encourage you to apply, whatever your race, gender, color, religion, national origin, age, disability, marital status, sexual orientation, or veteran status. Dell and the Dell logo are trademarks of Dell Inc.



Together we ...

What makes us a leading financial firm? People with ideas, skills and a commitment to excellence – like you. Working for UBS exposes you to a global network of diverse talent that handles situations across all aspects of finance. You will have access to world-class training and challenge yourself on demanding projects from day one. A culture built over 140 years encourages respect, mutual support and a belief that our clients benefit most when you are given the opportunity to shine.

It starts with you: www.ubs.com/graduates

www.ubs.com/graduates

You & Us

